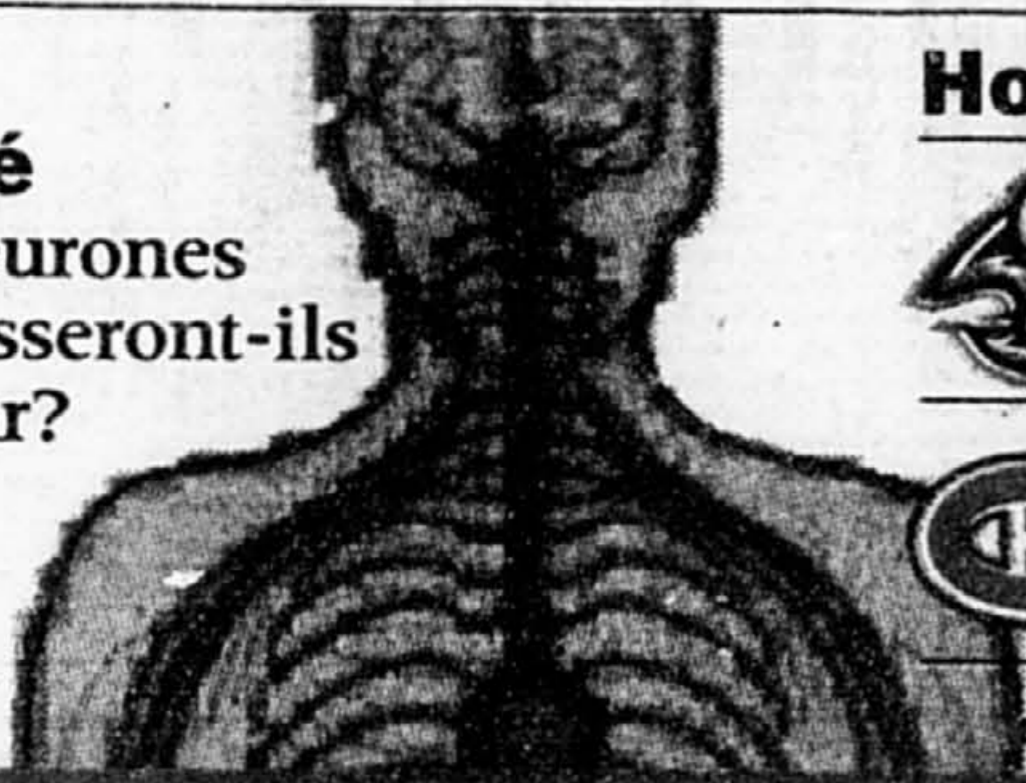


**Santé**  
Les neurones  
repousseront-ils  
un jour?  
cahier C



**Hockey**



**3**



**3**

page S3

**La  
personnalité  
de la  
semaine**  
Serge  
Turgeon  
page A10



**Livres**  
Il était une fois,  
il y a très  
longtemps,  
sur la  
Basse-Côte-Nord...  
cahier B



# Johnson reçoit un appui solide

DENIS LESSARD  
du bureau de La Presse QUÉBEC

Après avoir obtenu un appui massif des militants de son parti, le chef libéral, Daniel Johnson, a tendu la main aux dissidents, qui minent son autorité depuis des semaines.

Visiblement soulagé, M. Johnson a reçu une longue ovation en fin d'après-midi hier des délégués réunis en congrès depuis vendredi soir. Dépassant Lucien Bouchard auprès des péquistes, M. Johnson a obtenu la confiance de 80,3 % des 1795 délégués, 354 personnes lui ont refusé leur confiance.

« Les militants ont substantiellement renouvelé leur confiance en leur chef. À ceux qui ont exprimé leur hésitation ou leur opposition, je leur dis que les portes du Parti libéral du Québec sont ouvertes, ils sont les bienvenus, j'ai besoin d'eux, on a besoin de tous les libéraux », a lancé M. Johnson. Il a soutenu avoir toujours été confiant quant à l'issue du vote, depuis sa tournée des régions du Québec.

Dans l'entourage du chef, on soupire d'aise, la tension était palpable durant toute la durée du vote. Pour le député Pierre Paradis, le fait de franchir la barre psychologique des 80 % renforcera encore davantage le leadership de M. Johnson. Supporter de la première

heure de M. Johnson, André Bourbeau, député de Laporte, a dit que ce vote « levait l'hypothèque » qui pesait sur le chef du PLQ.

Pour Denis Therrien, le vice-président du PLQ, qui avait mis le feu aux poudres en s'attaquant à M. Johnson il y a deux semaines, le chef devra répondre aux doléances de ceux qui ne l'appuyaient pas. « C'est un vote très clair, mais 20 % de l'élite des militants (les délégués) ont exprimé un point de vue dont le parti devra tenir compte », a-t-il souligné. « C'est désormais à M. Johnson de rassembler ces 20 % et ce qu'ils représentent », a conclu M. Therrien.

Pour Jocelyn Carrier, d'Abitibi, un militant depuis 40 ans et opposé à M. Johnson, « c'est un vote clair, la machine du parti s'est mise en branle et c'est le résultat d'une organisation très forte », mais il a promis « de continuer à se battre comme libéral ».

Voir **JOHNSON** en A2

■ Autres textes, pages A2 et C10

## Il fallait même attendre!

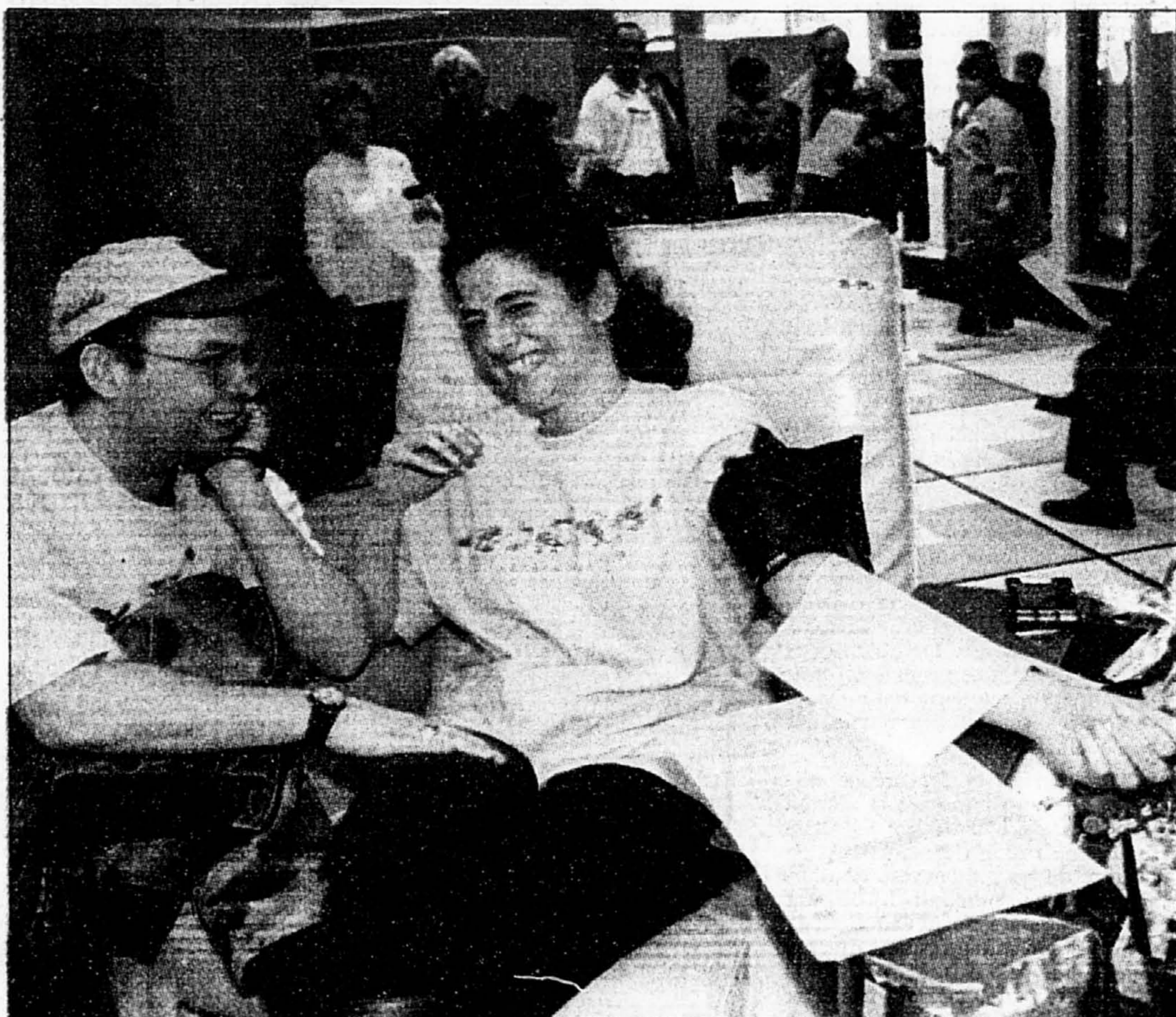


PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Ils étaient nombreux hier à faire la queue de bon coeur au Centre de prélèvement de Montréal de la Croix-Rouge.

## Le cri d'alarme a été entendu

RAYMOND GERVAIS

La collecte de sang spéciale organisée hier par la Croix-Rouge afin de pouvoir répondre demain à la demande des hôpitaux montréalais et de l'ouest de la province, a connu un franc succès. Pas moins de 354 unités de sang ont été recueillies durant les sept heures d'ouverture de la clinique.

Vendredi, la Croix-Rouge avait lancé un cri d'alarme à ses donateurs habituels et à la population en général, pour venir faire un don de sang. Un objectif de 300 donateurs avait été fixé.

Le nombre de dons auraient toutefois pu être largement supérieur si l'attente pour faire un don avait été moins longue.

On dit toujours que faire un don de sang est faire preuve d'une grande générosité, puisqu'un seul don peut sauver jusqu'à quatre vies. Mais hier, au Centre

permanent de prélèvement de la Croix-Rouge, rue Sherbrooke Est, les donateurs qui s'y sont présentés, ont fait preuve d'une « extrême » générosité, devant attendre quelque deux heures en ligne, avant de pouvoir rencontrer l'infirmière pour le test sanguin. Les donateurs devaient compter ensuite une troisième heure, le temps de faire le don et de récupérer avant de pouvoir partir.

Mais ils étaient nombreux hier, ceux pour qui le temps de sauver une vie, valait plus que de perdre quelque trois heures au centre de prélèvement.

Alain Lepage, qui en était hier à son 24<sup>e</sup> don de sang, n'a pas hésité à sacrifier son après-midi de ski pour donner du sang.

« J'avais l'intention d'aller skier après être passé ici, mais à l'heure qu'il est maintenant, j'irai dimanche », a dit M. Lepage en souriant.

Max Thaler et Annie Jeanne Campion ont fait eux aussi contre mauvaise fortune bon coeur et accepté de

Voir **LE CRI** en A2

Le trade  
e comeric  
**Libre-échange**  
Cambio liv  
Free tra  
re cé  
liv

La Presse au  
Chili

**Santiago,  
la porte  
d'entrée de  
l'Amérique  
latine**

page A9

## Des travelos d'un océan à l'autre

RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale

**L**e maire de New York est arrivé sur scène en talons hauts, vêtu d'une robe à paillettes. Il portait une peruke platine et sa bouche était peinte en rouge. Des faux cils, un grain de beauté et plusieurs couches de fard complétaient cet hommage à Marilyn Monroe.

Et comme la déesse hollywoodienne, le fameux soir de l'anniversaire de John F. Kennedy, au Madison Square Garden, en 1962, Rudolph Giuliani s'est mis à chanter, d'une voix de fausset: *Happy Birthday, Mr. President*.

Ça s'est vraiment passé comme ça, samedi soir dernier, au Hilton de New York, et la plupart des témoins en sont restés bouche bée.

Mais l'apparition de Rudolph Giuliani en « Rudia » — c'est le nom de scène du maire — n'aurait pas dû causer une telle stupefaction. Après tout, ce n'était qu'une question de temps avant que le travestissement ne fasse son entrée dans la politique moderne. Des Américains adoptant les vêtements et les manières de l'autre



La Presse  
à  
NEW YORK

sexe, c'était déjà monnaie courante au cinéma, à la télévision, à la radio, dans la musique populaire, le sport et même les partys Tupperware.

Le maire de New York s'est travesti à l'occasion d'un gala de bienfaisance annuel réunissant l'élite de la vie municipale de la ville: politiciens, journalistes, lobbyistes. Comme le veut la tradition, il est monté sur scène pour faire un petit numéro de comédie. L'an dernier, il s'était déguisé en « gars de bicyclette »; il y a deux ans, en joueur de baseball.

Il ne pouvait passer inaperçu, cette année. « Wotta Drag! », a titré le *Daily News*, empruntant le patois de Brooklyn pour saluer le look de « Rudia », dont la photo couvrait la première page du tabloïd new-yorkais, lundi.

David Letterman a fait ses choux gras de l'affaire. Le *New York Times* a ironisé: « De toute évidence, le maire n'a pas l'intention de faire campagne au Wyoming ou en Alabama. » Et au moins un gay a approuvé.

« C'était intéressant et inattendu », a confié Benjamin Stilt, porte-parole d'une organisation new-yorkaise vouée à la défense des droits des gays et des lesbiennes. « Le maire est républicain et conservateur. Et le message qu'il a transmis samedi soir dernier n'était pas péjoratif à l'égard des travestis. Au contraire, il diminue la polarisation politique autour de ce sujet. »

Comme si c'était encore nécessaire. Songez un peu!

L'été dernier, Dennis Rodman, joueur de basketball professionnel aux cheveux multicolores, convoque une conférence de presse à New York pour annoncer son mariage. Il arrive au rendez-vous vêtu d'une robe nuptiale blanche, la tête couverte d'un voile en tulle.

À la fin de 1995, Howard Stern, roi autopromu « de tous les médias », fait la promotion

Voir **DES TRAVELOS** en A2

### INDEX

Petites annonces  
- index C5  
- immobilier C5 à C7  
- marchandises C7  
- emplois C7  
- automobile C8 et C9

- affaires C9  
- Arts et spectacles Bb à B10  
- cinéma-horaire Bb  
- Francine Grimaldi B7  
- télé-horaire B8

Bandes dessinées C6  
- Bridge C9  
- Décès C10  
- Êtes-vous observateur? C5  
- Feuilleton Ca

Génies en herbe C11  
- Horoscope C7  
- La Journée Presse B12  
- Le monde A8  
- Livres B1 à B5  
- Lozanes A2 et A4

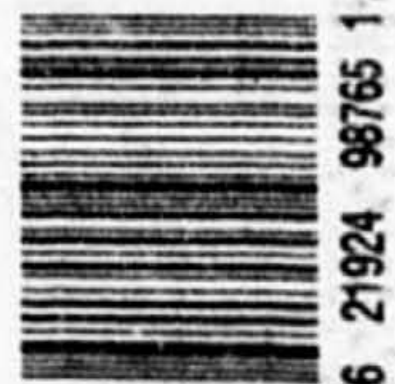
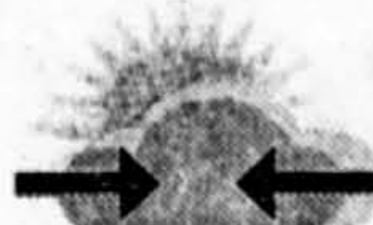
Mots croisés C11  
- Mut mystère C8  
- Stéphane Laporte A5  
- Tabloïd Sports B1  
- Réjean Tremblay S5  
- Télé d'affiche B11

### SCIENCES

Des mots  
de tous les couleurs  
page C12

### MÉTÉO

Ennuagement  
en après-midi  
Max. -3, min. -8  
Cahier Sports,  
page 16



## Charest courtise les libéraux

GILLES NORMAND  
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Une longue lettre ouverte de cinq pages distribuée aux congressistes du PLQ, dans laquelle Jean Charest sollicite l'appui des fédéralistes du Québec en vue des prochaines élections fédérales, a valu à son auteur les foudres de l'organisateur en chef du Parti libéral du Canada au Québec, Alfonso Gagliano, ci-devant ministre du Travail dans le gouvernement Chrétien.

Répondant à la lettre distribuée vendredi soir aux congressistes, à leurs chambres d'hôtel, le Parti libéral du Canada a émis un communiqué, hier, pour accuser le chef du Parti progressiste-conservateur de céder à la panique, qualifiant sa démarche d'« offensive du désespoir ».

Citant le ministre Gagliano, le communiqué fait état d'un « manque de respect flagrant dont M. Charest fait preuve envers les militants libéraux du Québec ». Il reproche de plus à Jean Charest de ne s'être même pas présenté pour voter aux Communes, lorsqu'on y a adopté le principe de la société distincte. Selon M. Gagliano, le chef conservateur se trouve ainsi mal placé pour se proclamer le gardien des changements promis durant la campagne référendaire de 1995.

Dans sa lettre, Jean Charest invite les Québécois désireux d'appuyer l'équipe Chrétien à faire l'examen de son bilan à Ottawa avant de faire un choix. « Nous vivons depuis les dernières élections fédérales la plus longue période de chômage élevé depuis la dépression des années 30 », écrit Charest, avant d'ajouter que lorsqu'on pose des questions à ce propos, on finit par répondre que « de toute façon, cette situation est provoquée par les séparatistes ».

« Le Canada et le Québec exigent beaucoup plus que la gestion tranquille de leur déclin; ils réclament une forme de leadership en mesure de les guider vers de nouveaux défis », poursuit-il, accusant les libéraux de Jean Chrétien de diriger « un gouvernement qui n'a jamais autant négligé les intérêts du Québec, qui a fermé les yeux devant les difficultés économiques et qui a fréquemment refusé de coopérer avec ses représentants élus ».

Il invite enfin les Québécois à prendre connaissance du programme que son parti rendra public dans quelques semaines, avant de donner leur engagement aux candidats de Jean Chrétien.

Cette lettre n'a offensé personne, d'autant plus que Daniel Johnson a lancé comme mot d'ordre à ses militants d'appuyer le candidat fédéraliste le plus susceptible de renverser celui du Bloc québécois dans chaque comté, qu'importe qu'il soit libéral ou conservateur.

## Suites de la une Johnson reçoit un appui solide

JOHNSON / Suite de la page A1

La journée avait commencé durement pour Daniel Johnson, un sondage SOM-La Presse indiquait que les deux tiers des Québécois estimaient que le PLQ n'avait rien à perdre à changer de chef. « On ne se fait pas élire avec les sondages », a répliqué en matinée M. Johnson.

Le PLQ a aussi annoncé qu'il avait recueilli 2,5 millions dans sa campagne de financement, l'objectif était de 2,9 millions si on tient compte de la vente des cartes aux membres.

D'autre part, à plusieurs occasions hier les députés libéraux ont saisi l'occasion de ramener au centre les propositions d'un document d'orientation, *Garantir l'avenir*. On a repoussé l'idée de faire disparaître le collégial général et celle de la « capitation », une forme de privatisation pour les honoraires des médecins.

Les députés ont par ailleurs adopté une position fédéraliste en acceptant qu'Ottawa pose des conditions quant à l'utilisation des fonds dans les secteurs dont il se retirerait.

Mais surtout — et contrairement aux espoirs des jeunes du PLQ — les députés ont mis de côté l'idée d'abolir la sécurité d'emploi dans le secteur public.

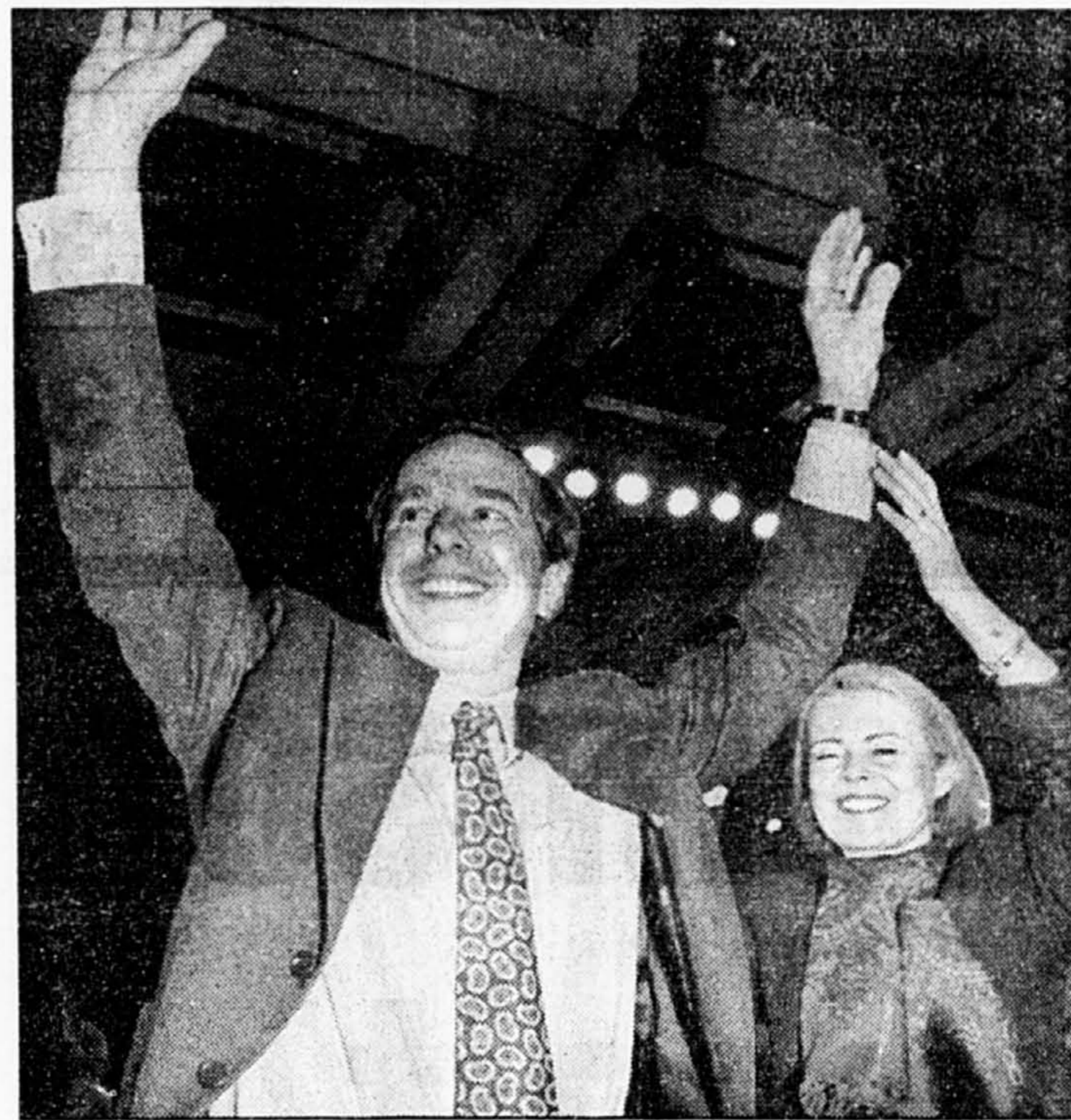
Le document d'orientation promettait une réorganisation des services publics « en mettant fin aux garanties de sécurité d'emploi en cas de manque de travail ».

L'ex-syndicaliste, Yvon Charbonneau, avait depuis quelques semaines mobilisé 65 comtés autour d'un libellé moins provocant selon lui; on disait plutôt de « renégocier les garanties de sécurité d'emploi en cas de manque de travail ». « Je ne me vois pas rentrer à l'Assemblée nationale la semaine prochaine et accuser le gouvernement de tordre le bras de la fonction publique après avoir adopté un texte qui lui coupe les jambes », a dit M. Charbonneau. Son amendement a remporté une nette majorité.

L'abolition de la sécurité d'emploi a toutefois eu de farouches supporters chez les jeunes.

Pour Jonathan Sauvé, le président de la Commission jeunesse, il est immoral de payer des gens dont on n'a pas besoin quand, pour y parvenir, un gouvernement doit rogner dans la santé et l'éducation.

« Il faut être honnête », a-t-il dit, ajoutant que le programme libéral devait être limpide sur cette intention de mettre fin au gaspillage. Soulignant que le débat se poursuivait aujourd'hui en plénière, M. Sauvé a cependant promis de se rallier à la décision majoritaire.



Daniel Johnson salue les députés libéraux réunis à Québec hier qui lui ont renouvelé leur confiance d'une façon non équivoque.

## Le cri d'alarme a été entendu

LE CRI / Suite de la page A1

jouer le jeu de la chaise musicale, en avançant de chaise en chaise, jusqu'à l'aiguille de la vie.

Mme Campion a précisé qu'elle avait l'habitude d'attendre lors des collectes de sang.

« La dernière fois, c'était à la clinique de sang des Expos. Vous vous imaginez que là aussi, j'ai attendu. »

Depuis quelques jours, les réserves de sang étaient à leur plus bas dans la région de Montréal. La

Croix-Rouge ne pouvait répondre qu'aux demandes urgentes des hôpitaux pour les groupes sanguins « O positif » et « O négatif ». Tandis que 20 % des demandes pour les autres groupes sanguins étaient satisfaites. La réserve collective de sang se maintenant à un maigre 30 %.

Hier, les 11 personnes affectées au prélèvement du centre permanent, étaient débordées. Les dix chaises disponibles ont été occupées durant toute la journée sans interruption et même après la fermeture du Centre à 17 h.

Malheureusement, de nombreux donneurs ont rebroussé chemin devant la longue attente. Lorsqu'une préposée a annoncé que l'attente était d'environ deux heures, plusieurs ont décidé de repartir.

Même si la Croix-Rouge ne peut déterminer le nombre de donneurs qui ont décidé de rebrousser chemin, une vingtaine d'entre-eux ont quitté les lieux durant l'heure où La Presse était sur place.

André Ménard, porte-parole de l'organisme, a indiqué que la décision de tenir une collecte de sang samedi avait été prise en catastro-

phe afin d'éviter le drame demain dans les hôpitaux et que la Croix-Rouge n'avait pu trouver à temps un local plus grand que celui du centre permanent au Centre Maisonneuve.

M. Ménard a ajouté que la Croix-Rouge allait multiplier le nombre de ses collectes aux cours des prochains jours, afin de renflouer les banques de sang des hôpitaux ainsi que sa propre réserve, dangereusement basse à 30 %.

Pour connaître l'endroit de la collecte de sang la plus proche, on communique avec le 527-1501.

## Des travelos d'un océan à l'autre

DES TRAVELOS / Suite de la page A1

de son dernier livre, *Miss America*, habillé en grande folle. Comme Rodman, l'animateur de radio est hétérosexuel. Et depuis deux ans, Jeff Sumner, comédien jadis au chômage, organise des parties Tupperware en se glissant dans la peau de Pam Teflon, une ménagère des années 50 coiffée à la Carol Channing. Dans les environs de Los Angeles, où son personnage fait un malheur, Sumner a été baptisé le « Ru Paul du plastique ».

Ru Paul? Oui, Ru Paul, ce grand Noir déguisé en blonde statuesque qui a aujourd'hui son propre talk-

show à la télévision et sa propre ligne de maquillage.

Ru Paul est gay et fier de l'être, comme plusieurs travestis le sont devenus dans la foulée de la chanson *Vogue*, de Madonna, au début des années 90. Dans un vidéo de la même époque, Madonna apparaissait elle-même dans les habits d'un homme, la main faisant semblant d'agripper ce qu'elle n'a pas entre les jambes.

### Les murs tombent

Le travestisme n'a rien de nouveau, bien sûr. Marjorie Garber, professeur de Harvard, le rappelait de façon érudite en 1992 dans un livre sur l'histoire du phénomène,

intitulé *Vested Interests*, citant les métamorphoses d'Alexandre le Grand, Jeanne d'Arc, Diderot, Oscar Wilde, entre autres.

Aux États-Unis, notait Gerber, la première grande vedette de la télévision, Milton Berle, jouait souvent à la folle dans son show. Les plus grands sex-symbols du siècle ont aussi intégré des éléments de travestisme dans leur routine, de Marlene Dietrich avec sa queue-de-pie et son chapeau haut de forme à Elvis Presley avec ses yeux maquillés.

Le travestisme est parfois troublant, soulignait Garber, parce qu'il ébranle le fondement de l'identité: le sexe. Mais partout où

il apparaît, des murs tombent. Et l'auteur de citer, entre autres, l'exemple de Little Richard, pionnier du rock and roll et premier artiste noir à toucher vraiment le Blanc moyen. Aurait-il réussi à percer de la sorte s'il ne s'était pas habillé en même temps en reine d'Angleterre, détournant l'attention des gens de sa véritable victoire (sur le racisme de l'époque)?

Question fascinante qui nous ramène à Rudolph Giuliani. Fera-t-il tomber un mur à son tour grâce à « Rudia » — et lequel? Il est encore trop tôt pour risquer une réponse définitive, mais la politique new-yorkaise n'est-elle pas déjà devenue, comment dire, divine, ma chère?

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par:

La Presse, Ltée,

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650»

Port de retour garanti. (USPS003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.



Dimanche, 9 mars 1997

### LOTERIES

La quotidienne

à trois chiffres : 505

à quatre chiffres : 0319

6/49 : 13 31 32 40 45 48 Compl. 16

avec extra : 4 3 7 0 4 2

### INSOLITE

#### Le coup de fer!

■ Des cours — réservés aux hommes — de repassage et de conduite de chariots de supermarché ont été organisés hier dans le centre de Pontevedra, en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, à l'occasion de la Journée de la femme. Tables à repasser et circuits de chariots ont été installés sur la place principale de la ville, à l'initiative du mouvement Jeunesses socialistes, qui a également organisé une distribution de gants de vaisselle. Les Espagnoles consacrent une moyenne de huit heures par jour aux tâches domestiques, contre seulement deux heures et demie pour les hommes, selon une enquête récemment publiée par l'Institut de la Femme.

### DEMAIN DANS LA PRESSE



#### Un coupé qui cache bien son jeu

■ Quasiment affublée d'une silhouette rétro, la nouvelle Honda Prelude nous laisse croire qu'elle a perdu du panache. Pourtant, selon notre chroniqueur automobile Denis Duquet, ce coupé sport cache bien son jeu. En effet, cette petite japonaise est non seulement plus performante qu'auparavant, mais son comportement routier est certainement digne de la réputation de la marque. À lire demain dans le cahier Auto.

### QUESTION DU JOUR

La Presse  
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?  
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

#### Le sauvetage des gouvernements assurera-t-il l'avenir du Cosmodôme de Laval?

Selon vous, la menace d'une coupe de 6 % dans les salaires des 440 000 syndiqués du secteur public est-elle sérieuse?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 46 %  
Non: 54 %

La fièvre du printemps

Un cahier spécial AUTOMOBILE  
à ne pas manquer mercredi dans

La Presse

La Presse

Le mot du jour  
édition

■ L'emploi d'édition pour désigner la « répétition d'un événement » est critiqué, en raison de son origine anglaise. Cet anglicisme est de toute façon peu utile. Au lieu de parler, par

exemple, de la 15<sup>e</sup> édition du Festival du film sur l'art, pourquoi ne pas dire tout simplement « le 15<sup>e</sup> Festival du film sur l'art » ?

Édition est également un anglicisme au sens de modèle (d'une automobile).

— BMW offre un modèle plus puissant.  
Paul Roux

Le Château  
Frontenac

à partir de

99\$

1 800 441-1414

L'EXPRESS  
DU MATIN

## Bombes chez les Hells

■ Deux bombes ont explosé simultanément en fin de soirée, hier, près de l'entrée du bunker des Hells Angels situé au 438, rue Dupont, à Saint-Nicolas, une petite municipalité située sur la Rive-Sud de Québec. Selon les premières constatations des policiers municipaux qui ont demandé l'assistance de leurs confrères de la Sûreté du Québec, une bombe a été placée dans un véhicule, tandis que l'autre se trouvait dans un conteneur à déchets. Le local des Hells ne semble pas avoir été touché mais un restaurant situé de l'autre côté de la rue, ainsi que des résidences ont été endommagés par le souffle de l'explosion. Personne n'aurait été blessé et la police n'a pas indiqué si quelqu'un se trouvait à l'intérieur du local lorsque l'explosion s'est produite.

## Appel à la bombe

■ Un important périmètre de sécurité avait été dressé par la police hier soir en plein centre-ville de Trois-Rivières, à la suite d'un appel à la voiture piégée placé à la centrale de police. En fin de soirée hier, la police municipale attendait l'arrivée des techniciens en explosifs de la Sûreté du Québec venant de la Vieille Capitale pour déterminer de quoi il s'agissait. Une fourgonnette supposément chargée d'explosifs était garée derrière le commerce de pièces de motocyclettes, Body Rock, 1607, rue Notre-Dame, un établissement appartenant au club de motards des Hells Angels.

## Des bicyclettes en récompense

■ L'organisme de charité Jeunesse au Soleil offre à nouveau cette année des bicyclettes et des casques protecteurs à des jeunes ayant des besoins spéciaux ou à des enfants qui ont accompli des actions positives pour la société et n'ont pas été récompensés. Toute personne croyant qu'un jeune mérite de se voir décerner en récompense une bicyclette peut soumettre sa candidature en écrivant au Comité des bicyclettes, 4251, rue Saint-Urbain, Montréal, H2W 1V6. Les inscriptions se terminent le 16 avril. Jusqu'à maintenant, 500 bicyclettes et casques protecteurs ont été donnés grâce à un donateur anonyme.

## Parisé condamné

■ L'homme d'affaires de Montréal, Marcel Parisé, qui avait créé un réseau d'échange commercial fonctionnant sur le principe du troc, a été condamné, vendredi, par le juge Jean B. Fardeau, de la Cour du Québec, à payer une amende de 115 600 \$ après avoir été reconnu coupable de fraude fiscale. Revenu Québec avait découvert que M. Parisé s'était fait construire une maison au détriment des membres de son réseau créé en 1982, Système Troc, auquel plusieurs centaines de petites et moyennes entreprises québécoises avaient adhéré. M. Parisé justifiait son réseau en disant qu'il permettait aux PME de faire face à leurs problèmes de liquidité. Il affirmait que les transactions étaient « légales » et n'étaient pas un moyen détourné d'évasion fiscale. Mais une enquête de Revenu Québec avait permis d'établir que Marcel Parisé avait fraudé le fisc.

## La STCUM améliore son service

■ Afin d'améliorer son service aux usagers, la STCUM a décidé de prendre deux nouvelles mesures. La première consiste à ajouter des rames sur les lignes 1 et 2 durant les heures de pointe, cela à compter de demain. Par ailleurs, depuis hier, un projet-pilote « Communication-clientèle en station » a débuté dans six stations-cibles. La Société de Transport estime que l'ajout de rames de métro à certaines heures aura pour effet de réduire l'entassement et d'améliorer le confort des voyageurs à bord des voitures. Dans les stations Snowdon, Côte-des-Neiges, Université-de-Montréal, Édouard-Montpetit, Pie-IX et Joliette, la STCUM invite ses usagers à exprimer par le biais d'une ligne téléphonique, leurs commentaires ou poser des questions.

## Le chargement de la neige devrait être terminé mercredi

RAYMOND GERVAIS

Depuis vendredi, l'opération chargement de la neige est commencé à Montréal et va bon train.

Si aucune autre précipitation ne vient perturber les travaux au cours des prochains jours, le service des Travaux publics de la Ville estime pouvoir compléter le déneigement pour mercredi matin.

M. Philippe Briand, porte-parole du service des Travaux publics, a expliqué hier que l'ensemble des artères principales seront entièrement déblayées pour le retour au bureau lundi, ce qui facilitera grandement l'aller et le retour au travail en ce lendemain de la semaine de relâche scolaire.

## 180 cm cet hiver

Dès lundi matin, les équipes de la voirie vont s'attaquer aux rues résidentielles et secondaires de la Ville.

La dernière tempête de neige a laissé 21 cm de neige sur la métropole, portant le total des précipitations à 180 cm cet hiver.

M. Briand a expliqué hier qu'une fois les travaux de chargement en cours complétés, le budget de 48 millions de dollars, attribué à l'enlèvement de la neige pour cette année, aura été utilisé.

Qu'arrivera-t-il alors, si Dame Nature nous tombe dessus une autre fois ? Un budget supplémentaire de déneigement devra être voté.

Selon M. Briand, chaque centi-



PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Le chargement de la neige sur les grandes artères de la métropole sera complété pour le retour au bureau lundi.

mètre de neige qui doit être ramassé, coûte quelque 270 000 \$ aux contribuables montréalais. Ce coût comprend le déneigement, l'épandage d'abrasifs, le chargement de la

neige et les réparations aux équipements.

De façon générale, cinq jours suffisent aux équipes des Travaux publics et aux entrepreneurs privés

pour faire disparaître toute trace de tempête, puisque les équipes réussissent à couvrir en moyenne quotidiennement, 20 % du territoire.

## Quand Bell nuit aux affaires...

ÉRIC CLÉMENT

Bien qu'elle soit en croissance vertigineuse, la région de Mont-Tremblant connaît le même problème que la MRC de Maskinongé : Bell y exploite encore un équipement téléphonique qui empêche des abonnés de faire des appels confidentiels et d'avoir un répondeur ou un télécopieur.

Marie et Michel Jérôme sont dans ce cas. Propriétaires de Combi-plex Design, une entreprise de décoration intérieure de Rosemère, ils voudraient ouvrir une succursale à La Conception, un village situé à deux coups d'ailes du site sportif de Mont-Tremblant. Mais depuis près d'un an, ils n'arrivent pas à obtenir une ligne téléphonique pri-

vable et doivent se satisfaire du vieux système de quatre numéros de téléphone pour une seule ligne.

« J'ai rappelé Bell, il y a un mois, pour avoir des nouvelles, explique Mme Jérôme. J'ai expliqué au département réservé aux particuliers que j'avais besoin d'une ligne privée pour pouvoir utiliser un ordinateur, un répondeur et un télécopieur. On m'a répondu que les lignes privées étaient données en priorité aux abonnés commerciaux. J'ai donc appelé le département des entreprises. On m'a répondu qu'il n'y avait aucune ligne disponible actuellement. »

Mme Jérôme dit qu'elle a eu beau dire qu'elle créait une entreprise, l'agent de Bell lui a répondu qu'aucune ligne n'était disponi-

ble et a ajouté que Bell allait « investir 188 millions dans les petites régions cette année pour offrir les mêmes services que ceux fournis dans les zones urbaines ».

« Quand je lui ai demandé si La Conception faisait partie des prochaines zones modernisées, elle a répondu qu'elle ne savait pas, dit Mme Jérôme. On est pourtant de très bons clients de Bell. On a quatre lignes de cellulaire, quatre lignes d'affaires et une ligne privée à Rosemère ! »

Il y a une dizaine de jours, une quinzaine de municipalités de la MRC de Maskinongé ont interpellé le premier ministre Chrétien pour se plaindre de l'équipement téléphonique désuet de Bell qui empêche de nombreux abonnés de cette

région d'avoir droit, tel que le garantit normalement cette entreprise, à une « vie privée ».

Le préfet de la MRC, Jocelyne Elliott-Leblanc, attend toujours une réponse du premier ministre puisque Bell ne bouge pas.

Quant à Mme Jérôme, elle espère que sa situation va changer rapidement pour que son entreprise puisse fructifier, tout comme la région de Mont-Tremblant. « Je pense que Bell a pris beaucoup de lignes de la région pour les réserver à Mont-Tremblant car normalement, le numéro de téléphone de la station commença par 425 et actuellement, les nouveaux abonnés de Mont-Tremblant ont des numéros commençant par 686, comme à La Conception. »

## Automobiliste tué par un chauffard

RAYMOND GERVAIS

Un automobiliste de 55 ans, Laurent Labbé, de La Patrie, en Estrie, a perdu la vie de façon tragique, peu avant minuit vendredi, lorsqu'il a été heurté mortellement par un chauffard sur la route 257, à La Patrie.

Selon la Sûreté du Québec, M. Labbé, a d'abord perdu la maîtrise de son véhicule sur la chaussée glissante, puis s'est retrouvé, embourbé dans la neige en bordure de la route.

L'homme a alors voulu demander l'assistance d'autres automobilistes, puis s'est aventuré sur la route. Deux véhicules sont passés sans s'arrêter. C'est à ce moment que l'automobiliste a décidé de se placer au beau milieu de la route et de gesticuler afin de forcer le prochain véhicule qui passerait à s'immobiliser.

Toutefois, le conducteur du troisième véhicule ne s'est pas arrêté aux signes de la victime, qui a été heurtée violemment par l'automobiliste, lequel a, de plus, poursuivi sa route après la collision.

Ce n'est qu'une fois rendu dans un bar, que le chauffard en question a communiqué avec la police pour raconter aux agents ce qui s'était passé. Lorsque les policiers sont arrivés sur les lieux, l'homme était ivre et a été arrêté sur le champ.

Il a été identifié comme étant Bertrand Talbot, 39 ans, de La Patrie.

Talbot a comparu brièvement hier matin au palais de justice de Sherbrooke, où il a été accusé de délit de fuite et d'avoir conduit un véhicule automobile au moment où il avait les facultés affaiblies par l'alcool. L'automobiliste a néanmoins pu reprendre sa liberté d'ici la tenue de son procès.

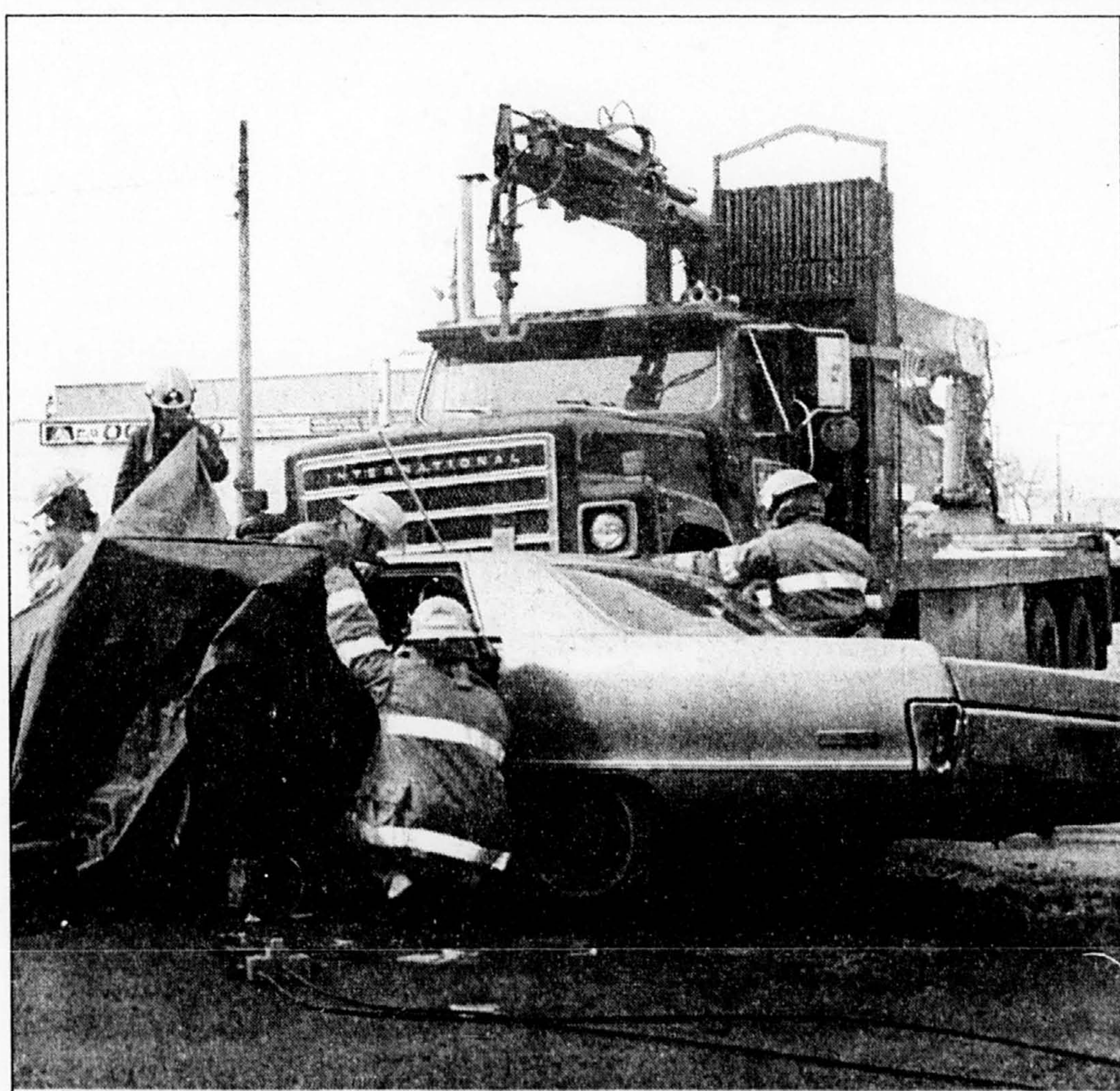


PHOTO YVON GAGNON, collaboration spéciale

## Un mort et deux blessés

Une femme a perdu la vie hier midi à Montréal, lorsque le véhicule dans lequel elle était passagère a heurté de plein fouet un lourd camion à l'intersection du boulevard Crémazie et de la 19<sup>e</sup> Avenue. La femme, dont l'identité n'a pas été divulguée, a été tuée sur le coup, tandis que le conducteur de l'automobile ainsi qu'un deuxième passager qui prenait place sur la banquette arrière, ont été blessés. Quant au chauffard du camion, il s'en est tiré indemne.

# Le gouvernement du PQ serait réélu

## Mais l'appui à la souveraineté est en baisse

**DENIS LESSARD**  
du bureau de La Presse, QUÉBEC

En dépit de la longue liste des mauvaises nouvelles, des compressions et de l'affrontement avec les centrales du secteur public, le gouvernement péquiste aurait été réélu avec une majorité accrue si des élections étaient déclenchées.

Mais l'appui à la souveraineté est en baisse; un référendum la semaine dernière aurait débouché sur une victoire du NON à 53 % estime la maison de sondages SOM dans

une enquête menée entre le 28 février et le 6 mars.

Les scores bruts sont à 44 % pour les deux options mais on retient la thèse que les trois quart des 12 % d'indécis sont en réalité des fédéralistes discrets — la méthode retenue par le spécialiste Pierre Drouilly. L'option souverainiste semble avoir du plomb dans l'aile auprès des francophones — 51 % des francophones auraient voté OUI contre 38 pour le NON — le score du référendum d'octobre 1995 fait croire aux spécialistes que 62 % des francophones avaient alors voté en faveur de la souveraineté.

En tenant compte des intentions de vote, on trouve que 16 % des

votants péquistes voteraient NON au référendum — et 11 % qui ont l'intention de voter libéral voteraient OUI.

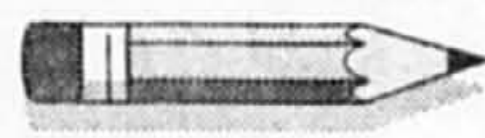
Le sondage SOM-La Presse réalisé auprès de 1003 personnes — une marge d'erreur de 3,69 % — montre que le PQ aurait récolté 45 % des voix contre 40 au PLQ, l'Action démocratique aurait obtenu 13 % des suffrages. En termes bruts, le PQ récolte 38 % des voix, le PLQ 34 % et l'ADQ 11, 10 % des répondants se sont déclarés indécis.

Remontée du PLQ mais majorité péquiste accrue. Les 34 % du PLQ dans l'enquête représentent une augmentation par rapport au précédent sondage SOM, en octobre 1996; 29 % avaient appuyé le parti de Daniel Johnson, il y avait alors 18 % d'indécis. Avec 38 %, le PQ reste exactement au même point qu'en octobre dernier. Aux élections de septembre 1994, péquistes et libéraux avaient tous deux obtenus 44 % des suffrages exprimés, mais le PQ avait une confortable majorité, 77 sièges contre 47, à cause de la concentration du vote anglophone et libéral dans les circonscriptions de l'île de Montréal.

Pour Guy Larocque, le spécialiste de SOM, en regardant la répartition linguistique des électeurs, des élections à ce moment-ci « donneraient sinon un balayage, au moins une position très confortable pour le PQ ».

Le parti de Lucien Bouchard décroche 53 % d'intentions de vote chez les francophones contre 29 % au PLQ. Les anglophones et allophones eux votent massivement pour les libéraux 84 % contre 11 % au PQ. Dans la région de Québec, le PQ obtient 51 % d'intentions de vote contre 30 % au PLQ. A Mont-

## SONDAGE



SOM La Presse

■ Si un référendum avait lieu aujourd'hui, répondriez-vous oui ou non à la question suivante: accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de faire la souveraineté du Québec et de proposer au reste du Canada une entente de partenariat?

|  | OUI        | NON        | NSP/NRP    |
|--|------------|------------|------------|
| <b>Total (n: 1003)</b>                         | <b>44%</b> | <b>44%</b> | <b>12%</b> |
| <b>Région</b>                                  |            |            |            |
| Québec-Métro (n: 308)                          | 51         | 37         | 12         |
| Montréal-Métro (n: 436)                        | 40         | 48         | 12         |
| Ailleurs en prov. (n: 259)                     | 47         | 40         | 13         |
| <b>Âge</b>                                     |            |            |            |
| 18 à 24 ans (n: 132)                           | 61         | 33         | 6          |
| 25 à 34 ans (n: 218)                           | 46         | 41         | 13         |
| 35 à 44 ans (n: 254)                           | 54         | 36         | 10         |
| 45 à 54 ans (n: 179)                           | 37         | 48         | 15         |
| 55 à 64 ans (n: 96)                            | 31         | 58         | 11         |
| 65 ans et plus (n: 123)                        | 30         | 52         | 18         |
| <b>Langue maternelle</b>                       |            |            |            |
| Français seul. (n: 860)                        | 51         | 38         | 11         |
| Anglais/autre (n: 141)                         | 14         | 68         | 18         |
| <b>Sexe</b>                                    |            |            |            |
| Homme (n: 483)                                 | 48         | 45         | 7          |
| Femme (n: 520)                                 | 40         | 43         | 17         |
| <b>Selon l'intention de vote au provincial</b> |            |            |            |
| Parti libéral du Québec (n: 311)               | 11         | 80         | 9          |
| Parti québécois (n: 398)                       | 79         | 16         | 5          |
| Action démocratique (n: 115)                   | 51         | 47         | 2          |
| Autres (n: 22)                                 | 36         | 40         | 24         |
| Ne voterait pas (n: 56)                        | 35         | 42         | 23         |
| NSP/NRP (n: 101)                               | 15         | 27         | 58         |

Infographie La Presse

réal, les libéraux supplantent les péquistes avec 50 % des suffrages contre 40 %. Avec 13 %, l'ADQ de Mario Dumont n'a guère de chances d'augmenter le nombre de ses sièges observe M. Larocque.

## Charest préféré pour succéder à Johnson

Incontournable, le chef conservateur Jean Charest reste le préféré pour diriger le Parti libéral du Québec, mais Daniel Johnson conserve une cote appréciable, chez les libéraux, et les fédéralistes.

Selon le sondage SOM réalisé pour La Presse, 30 % des répondants estiment que Jean Charest ferait le meilleur chef du PLQ. M. Johnson arrive avec 20 % d'appuis dans l'ensemble de la population. « Pour M. Johnson, ce n'est pas la joie totale, mais ce n'est pas non plus la

catastrophe appréhendée », observe Guy Larocque, le spécialiste de SOM. La force de Jean Charest était prévisible. Selon lui, « c'est une vedette au même titre que M. Bouchard ». Les répondants avaient à choisir parmi une liste de personnalités celle qui « serait le meilleur chef du Parti libéral du Québec ». MM. Johnson, Jean Charest et Pierre Paradis y figuraient tout comme Mme Lisa Frulla. Deux personnalités du monde municipal étaient proposées, Mme Andrée

Boucher et Gilles Vaillancourt. Surprise, Mme Andrée Boucher, la mairesse de Sainte-Foy en banlieue de Québec — connue comme libérale et fédéraliste — fait 11 % dans l'ensemble de la province, coiffant ainsi des prétendants libéraux plus prévisibles. Lisa Frulla, élue libérale de Marguerite-Bourgeoys avec 8 %, et l'éternel Pierre Paradis, qui fait 5 %, Gilles Vaillancourt, le maire de Laval, est vu par 3 % des gens comme un chef potentiel pour le PLQ.

### loto-québec

|   |  |   |   |
|---|--|---|---|
| <b>PANCO</b> Tirage du 97-03-08<br>02 05 06 16 21<br>24 33 38 41 47<br>48 49 50 53 54<br>58 63 65 67 70 | <b>Quatrième</b> Tirage du 97-03-08<br>3 4<br>505 0319 | <b>Extra</b> Tirage du 97-03-07<br>NUMÉRO: 339599 | <b>Extra</b> Tirage du 97-03-08<br>NUMÉRO: 437042 |
|---|--|---|---|

|   |  |                                       |  |
|---|--|---------------------------------------|--|
| <b>649</b> Tirage du 97-03-08<br>13 31 32 40 45 48<br>Numéro complémentaire: 16 | GAGNANTS<br>6/6<br>5/6+<br>5/6<br>4/6<br>3/6 | LOTS<br>0<br>3<br>15<br>878<br>13 714 | VENTES TOTALES: 00 000 000,00 \$<br>Prochain gros lot (approx.): 0 000 000,00 \$ |
|---|--|---------------------------------------|--|

|  |  |                                       |  |
|--|--|---------------------------------------|--|
| <b>SELECT</b> Tirage du 97-03-08<br>10 13 16 28 30 34<br>Numéro complémentaire: 04 | GAGNANTS<br>6/6<br>5/6+<br>5/6<br>4/6<br>3/6 | LOTS<br>0<br>3<br>15<br>878<br>13 714 | VENTES TOTALES: 527 838,00 \$<br>Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$ |
|--|--|---------------------------------------|--|

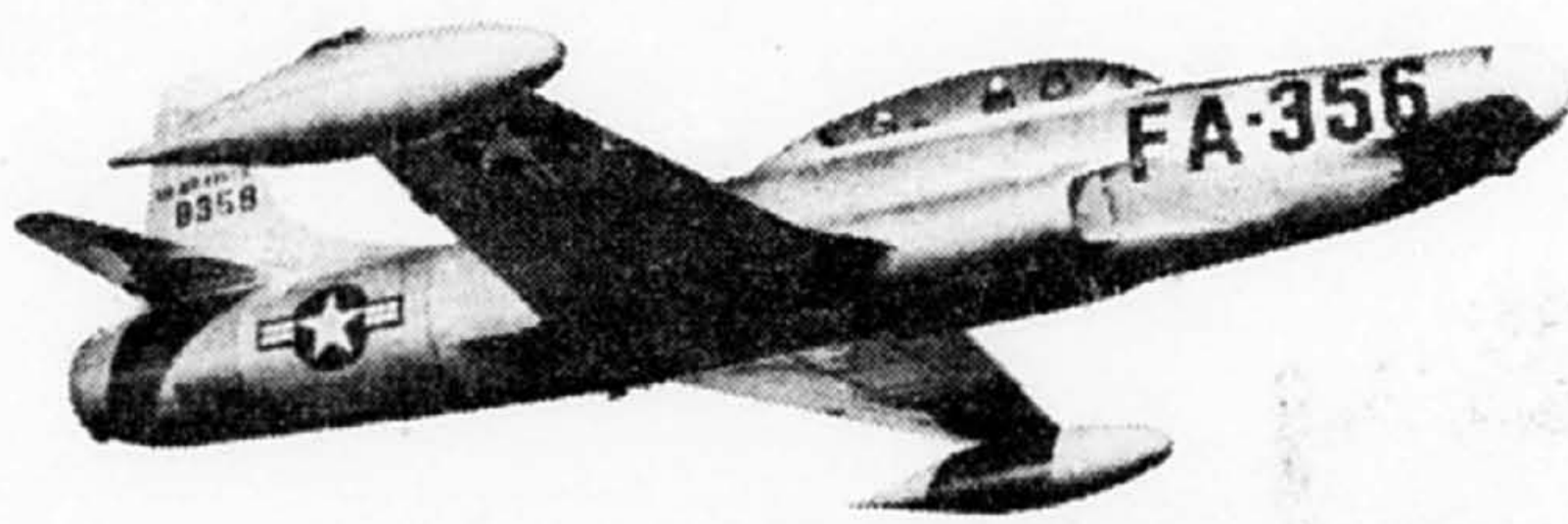
|   |  |  |  |
|---|--|--|--|
| <b>SUPER 7</b> Tirage du 97-03-07<br>1 15 17 23 30 41 45<br>Numéro complémentaire: 25 | GAGNANTS<br>7/7<br>6/7+<br>6/7<br>5/7<br>4/7<br>3/7+ | LOTS<br>0<br>1<br>23<br>1 754<br>37 085<br>34 898<br>306 048 | VENTES TOTALES: 4 516 838,00 \$<br>Prochain gros lot (approx.): 5 000 000,00 \$<br>Prochain tirage: 97-03-14 |
|---|--|--|--|

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LES MAPPEMONDES LA PRESSE • AIR CANADA

# Voyez comme le monde a changé



Avant



Maintenant

Samedi, la 5<sup>e</sup> mappemonde de collection

La Presse • Air Canada

## Le monde et ses conflits



Il y a quelques années à peine, un B-29 impressionnant, la guerre du Viêt-Nam s'éternisait et on ne connaissait pas les Casques bleus de l'ONU. Mais, tout ça a changé. Samedi, grâce à la nouvelle mappemonde couleur *Le monde et ses conflits*, voyez vous-mêmes comme le monde a changé.

*Le monde et ses conflits* est la 5<sup>e</sup> carte d'une collection de six. Puisque les quantités de cartes sont limitées, abonnez-vous à La Presse en composant le 285-6911. Vous pouvez également demander à votre marchand de journaux de réserver votre exemplaire de samedi. Aussi, participez au concours *La Presse et Air Canada* vous offrent le monde et vous pourriez vous envoler vers une destination Air Canada de choix

La Presse

AIR CANADA



MAPPEMONDE GRATUITE  
EN EXCLUSIVITÉ  
DANS LA PRESSE  
DE SAMEDI!

# Le calumet de la paix



**Stéphane Laporte**

collaboration spéciale

Il y a eu cette semaine dans la presse 499 éditoriaux sur le projet de loi C-71 ! Du jamais vu. Pourquoi une telle hystérie ? Peut-être y a-t-il un concours d'organisé et qu'on va décerner un prix à celui qui écrira le 500<sup>e</sup> ? ! Alors le voici...

La cigarette tue. Ça, on le sait. Le ridicule ne tue pas. Grâce aux politiciens, on le sait aussi. Dans ce débat, le premier ministre et ses lieutenants sont comme un circuit de courses automobiles. Bornés. Mais il y a une raison. Si Jean Chrétien est si agressif envers les fumeurs c'est parce qu'il a été traumatisé par René Lévesque. Durant les interminables conférences constitutionnelles, Lévesque n'a pas cessé d'envoyer la fumée de sa cigarette dans la face de Chrétien. Ti-Jean rêvait de faire avaler sa cigarette à Ti-Poil. Il se rattrape avec la loi C-71. Imaginez si la loi avait été en vigueur en 1976. Le PQ n'aurait même pas pu afficher la photo de son leader !

Le plus grave avec cette loi, ce ne sont pas

les dommages qu'elle va causer à l'économie. Les Legault, Rozon, Ménard et les autres ont de l'imagination à revendre (et c'est ce qu'ils font !). Ils vont trouver des solutions. En voici d'ailleurs trois qu'ils envisagent :

— La loi permettant aux commandites du tabac d'occuper 10 % de l'espace publicitaire, ils vont grossir leurs pancartes de 90 %. Comme ça, le 10 % de l'espace publicitaire sera identique, en fait de visibilité, au 100 % actuel.

— Deuxième solution : Player's va fonder une compagnie de brocolis nommée S'reyalp. Quand on verra leurs affiches dans les rétroviseurs des F-1, on lira Player's. Y'a rien comme le subliminal !

— Troisième solution et la plus probable : les organisateurs des événements commandités par des compagnies de tabac vont déménager leurs sites sur les réserves indiennes. Le Grand Prix de Kanesatake, le festival Juste pour rire de Kahnawake, le Festival de jazz du village huron auront lieu sans problème. Les shérifs d'Ottawa sont ben trop pissous pour aller y faire respecter la loi !

Non, le plus épouvantable avec C-71, ce n'est pas la perte des festivals, c'est la perte de la liberté. Même si c'est justifié, où tout cela va-t-il s'arrêter ? Après avoir empêché les fumeurs de fumer, allons-nous empêcher les gros de manger ? L'embonpoint étant la principale raison de la mauvaise forme physique des Nord-Américains, va-t-on obliger les restaurateurs à avoir une section non-mangeur pour ceux qui pètent le 200 ?

Quand un gouvernement passe une loi qui brime les droits des individus, il prétend toujours que c'est pour les jeunes. Les jeunes

ont le dos large. Plein de boutons aussi. Mais ça, c'est une autre histoire. Pour défendre les mesures draconiennes de son projet de loi antitabac, le ministre Dingwall a dit que la commandite des grands événements par les compagnies de cigarettes incite les jeunes à fumer. Avez-vous déjà essayé d'influencer un ado ? C'est plus facile d'influencer une roche ! Pour être influencés par les panneaux publicitaires, il faudrait que nos ados sachent lire. Et parce que nos ministres sont plus occupés à inventer des lois sur la boucane qu'à nous doter d'un bon système d'éducation, nos ados marchent au son.

Ce n'est pas la publicité qui pousse les jeunes à fumer, c'est l'oisiveté. La mère de tous les vices. Les ados ne savent pas quoi faire de leur corps. Non, c'est pas vrai. Il y a une chose qu'ils savent faire avec leur corps. Mais à cet âge-là, ça dure 32 secondes. Y reste 23 heures et 28 secondes. C'est long. Pour passer le temps, ils se ramassent dans le sous-sol avec leurs chums. Et ils se pratiquent à flasher les lumières. Après deux heures de flashage, ils prennent un break. Ils ne veulent pas trop se fatiguer le poignet. Pour leurs p'tites 32 secondes de demain. Là, celui qui sait parler dans la gang dit : « Aie, on essaie-tu de fumer ? » Les autres branlent la tête. Le mal est fait. Sans savoir pourquoi, le restant de leur vie, quand ils vont être dans le rush, nerveux et stressés, ils vont avoir le goût de fumer. Leurs inconscients voulant se rappeler cet après-midi de leur adolescence où ils n'avaient rien à faire.

Il faut donc tenir nos jeunes occupés. Et quelle est la seule occupation qui intéresse les jeunes ? Attendre en ligne pour acheter des billets. S'il n'y a plus d'événements, que

vont-ils faire ? Prendre une poffe.

Pour convaincre un jeune de ne pas faire quelque chose, il n'y a qu'une façon. Lui dire de le faire.

- Fais le ménage de ta chambre.
- Non, je ne le ferai pas !
- Va te faire couper les cheveux.
- Non je ne les couperai pas !
- Lave-toi !
- Non, je ne me laverai pas !

Si nos dirigeants veulent vraiment empêcher les jeunes de fumer, ils n'ont qu'à passer une loi qui les obligerait à le faire.

- Les jeunes, vous devez fumer.
- Non, on ne fumera pas !

Et vive la santé et la liberté !

Voilà, c'était le 500<sup>e</sup> éditorial sur la loi C-71. J'aurais bien aimé, le temps d'un rire, réconcilier les pro-tabac et les antitabac. Le problème, c'est que selon la loi C-71, il est interdit de fumer le calumet de la paix !

■■■

Dans ma chronique de dimanche dernier, je tenais à annoncer en primeur au monde entier que les clones se préparaient à prendre notre place. Mon titre devait être *La guerre des clones*. Curieusement, ma chronique fut coiffée d'un titre incompréhensible, *Clonedia Schiffer c'est voulu, Clone-Robillard aussi*. De toute évidence, quelqu'un quelque part ne voulait pas que les êtres humains soient mis au courant du grand Complot. Voilà la preuve irréfutable que les clones sont déjà parmi nous ! Méfiez-vous !

## La population partagée

Non au « coup de force » mais oui à la volonté gouvernementale

ERIC CLÉMENT

La population est partagée quant à l'attitude que le gouvernement de Lucien Bouchard doit adopter pour en arriver à une réduction, appréciée ou non des syndicats, de la masse salariale de l'État.

Si les lecteurs de *La Presse* répondaient, hier à la question du jour, qu'ils ne souhaitent pas (à 73 %) que le gouvernement Bouchard en vienne à un « coup de force » pour résoudre l'impasse, un vox pop effectué par *Le Soleil* fournissait un autre éclairage.

Le vox pop, qui n'est pas un sondage scientifique, permet de constater que les lecteurs du *Soleil* ont tendance à appuyer la volonté gouvernementale. Sur les 539 lecteurs qui ont téléphoné au quotidien de Québec, 57 % estiment que les syndicats devraient accepter « la dernière proposition du gouvernement qui souhaite une réduction des coûts de main-d'œuvre par la mise en place de mesures favorisant les départs volontaires » à la retraite.

Sur les 539 lecteurs, 188 ont dit être des employés de l'État et 43 % d'entre eux appuient même le gouvernement.

Le secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Henri Massé, a commenté, hier à *La Presse*, ces résultats : « Dans la région de Québec, les fonctionnaires ont l'assurance que le gouvernement ne rouvrira pas leur convention collective. C'est donc une réponse normale. »

M. Massé interprète l'appui de 57 % des lecteurs du *Soleil* comme le signe de « l'habileté » du gouvernement. « Il présente sa proposition comme étant très généreuse mais ne dit pas qu'il l'a faite avec notre argent, c'est-à-dire le surplus des caisses de retraite, ce que nos salariés ont cotisé. »

**24<sup>H</sup> de vente extraordinaire**  
Tout est réduit dans les magasins

**Puissance IPC édition limitée**

**IPC 5166.Le**

Intelligent Personal Computers

• Puissance - Puissance - Puissance

Processeur Intel Pentium® 166 MHz

Mémoire vive 16 Mo avec cache -pipeline- 256 Ko

Disque dur 1,3 Go

• Graphiques haut de gamme

Carte vidéo SVGA S3 2 Mo

Vidéo MPEG Full motion

Lecteur CD-ROM 12x

• Son saisissant

Carte de son 16 bits

Haut-parleurs externes amplifiés

• Prêt pour Internet

Fax/modem Win 33 600 bps

90 heures d'accès gratuit à Internet

Microsoft Plus et Windows 95

Clavier, souris et tapis

Garantie de deux ans sur pièces et main-d'œuvre, service en atelier

Moniteur SVGA 14" inclus

Voyez ce prix!!

**1 647\$**

Financement disponible

**MICRO STYLE**

CENTRE SUPER C **NOUVELLE ADRESSE**

7401, boul. Newman, bureau 23 LaSalle (Québec)

595-7212

Le logo Intel Inside et Pentium est une marque déposée d'Intel Corporation. Le logo IPC est une marque de commerce de 3D Microcomputers. Prix et configuration sujets à changements sans préavis. Prix valable au comptant.



**Du plaisir à profusion!**

Microsoft SideWinger Game Pad • Sega Virtua Fighter

PC • Microsoft Phone • Microsoft Voice • 3 films Cdi

**GRATUIT**

CIVILISATION II - AUX 20 PREMIERS

ACHETEURS DE CET ORDINATEUR.

10 PAR MAGASIN

CENTRE CARREFOUR CHATEAUGUAY

299-D, boul. d'Anjou Châteauguay, Qc

699-3683

## ENCHÈRES PUBLIQUES

VASTE CHOIX DE BIJOUX NEUFS EN OR ET DE DIAMANTS DE VALEUR RÉSULTANT DE LA FAILLITE DE

DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS

UN ANCIEN FOURNISSEUR MAJEUR DOIT LIQUIDER LES MARCHANDISES COMMANDÉES DE DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS NON-EXPÉDIÉES ET ABANDONNÉES QUI RESTENT.

Chaînes italiennes, Bracelets, Bagues, Colliers, Boucles D'Oreilles, Etc. En or Massif Perles, Rubis, Emeraudes, Saphirs, Améthystes, Péridots, Citrines, Grenats, Aigues-Marnes Dispendieux.

MONTRES SUISSES POUR FEMMES ET HOMMES

ANCIENNEMENT AUX MAGASINS DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS.

9235, Boulevard Lacordaire, Saint-Léonard

CE DIMANCHE, 9 MARS 1997 À 14 H 00 PRÉCISES.

INSPECTION PUBLIQUE À COMPTER DE 12 H 00.

Dépôt remboursable de 100 \$ requis en conjonction avec pièce d'identité adéquate et inscription par fiche d'enchérisseur à l'entrée. Des frais de manutention de 15 % seront ajoutés. Certains articles peuvent être sujets à une mise à prix. Le fournisseur ajoutera des articles. Modes de paiement : comptant, cartes de crédit majeures et chèques certifiés. Federal Auction Service. De plus amples détails sont disponibles à la vente aux enchères seulement.

## AUJOURD'HUI

départ du

6e salon de

**GOLF**

ET VACANCES

DE MONTRÉAL

14 AU 16 MARS 1997

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Une présentation de Score Québec

● Champ d'exercice géant... essayez les tout nouveaux bâtons de Wilson, Mizuno, Taylor Made, Ram, Cleveland, Fairway, Cobra, Callaway, Yonex, Titleist, Tommy Armour, Odyssey et Longball.

● Leçons de golf dans l'aire de démonstration, données par les meilleures professionnels de l'AGPQ.

● Visitez de nombreux terrains et centres de golf partout au Canada et à travers le monde.

● Réservez vos vacances de golf sur place. Superbes forfaits à bon prix en Floride, Virginie, Myrtle Beach, île du Prince-Édouard, et plus encore!

● Des gens à voir :

● Benoit Morin et d'autres professionnels de l'AGPQ seront sur place pour enseigner les techniques de l'élan, du coup de départ jusqu'au vert.

● Professionnels venant de terrains locaux et internationaux.

● Détaillants de matériel de première qualité pour répondre à tous vos besoins.

**POUR LE GOLF, TOUT Y EST!**

Heures d'ouverture : Vendredi 12 h - 21 h

Samedi 10 h - 20 h

Dimanche 10 h - 18 h.

Entrée : Adultes 8,50 \$

Aînés / jeunes (8-15) 6,50 \$

Commanditaires : **Bell Mobilité** **MIX 360** **CIAD**

Wilson. **MONTCLAIR** **QUÉBEC**

EAU DE SOURCE NATURELLE

ASSOCIATION DIABÈTE QUÉBEC

et ses associations affiliées

Pour l'amour de la vie!

Soigner c'est bien, prévenir c'est mieux! Renseignements et dons :

(514) 259-3422 ou 1-800-361-3504

**Évadez-vous...**

**LE SALON INTERNATIONAL DES VÉHICULES RÉCRÉATIFS DE MONTRÉAL 1997**

**Du 13 au 16 mars au Stade olympique**

Courez la chance de gagner

**10 000 \$**

de rabais à l'achat d'un véhicule récréatif

HEURES D'OUVERTURE :

Judi 13 mars :

13 h à 22 h

Vendredi et samedi 14 et 15 mars :

10 h à 22 h

Dimanche 16 mars :

10 h à 18 h

Chaque jour, la billetterie fermera ses guichets

1 heure avant la fermeture du salon

ADMISSION (toutes taxes incluses) :

Adultes : 9 \$

Age d'or et étudiants : 7 \$

Admission gratuite pour les enfants

de 12 ans et moins.



# Attends de voir le Salon

**DERNIÈRE  
JOURNÉE!**



Le plus important salon  
de l'habitation au pays!

**18<sup>e</sup>**

## SALON NATIONAL DE L'HABITATION SALON DE L'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

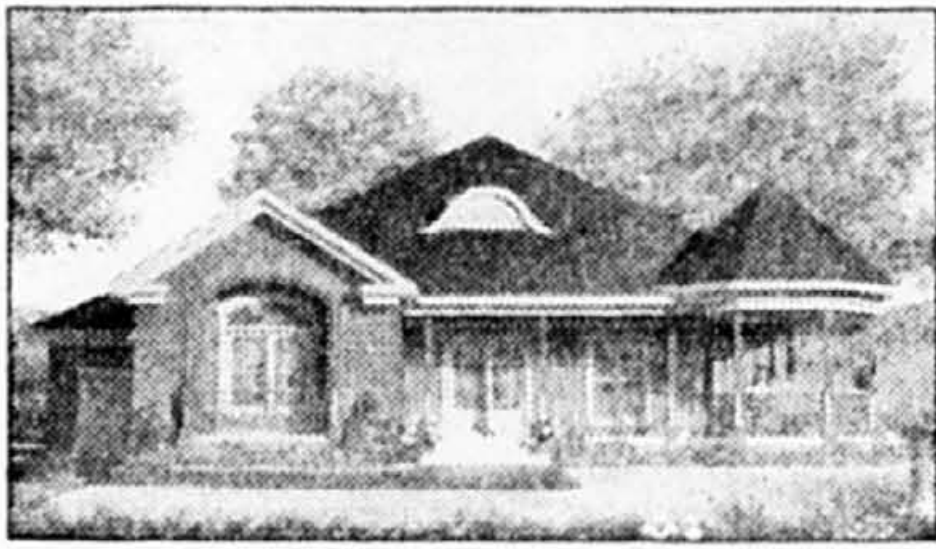
### PROMOTION SPÉCIALE «FAITES VOTRE OFFRE»

Profitez de votre visite, la dernière journée du salon, pour faire votre offre sur les articles qui vous intéressent dans les stands des exposants participants.

TOUTES LES NOUVEAUTÉS POUR VOTRE MAISON, SON INTÉRIEUR, SON EXTÉRIEUR:

- cuisines et salles de bains • ameublement, décoration, design • portes et fenêtres • énergie, chauffage et climatisation • construction domiciliaire, rénovation et matériaux
- horticulture, jardins, piscines, patios, terrassement et aménagement extérieur

### À DÉCOUVRIR:



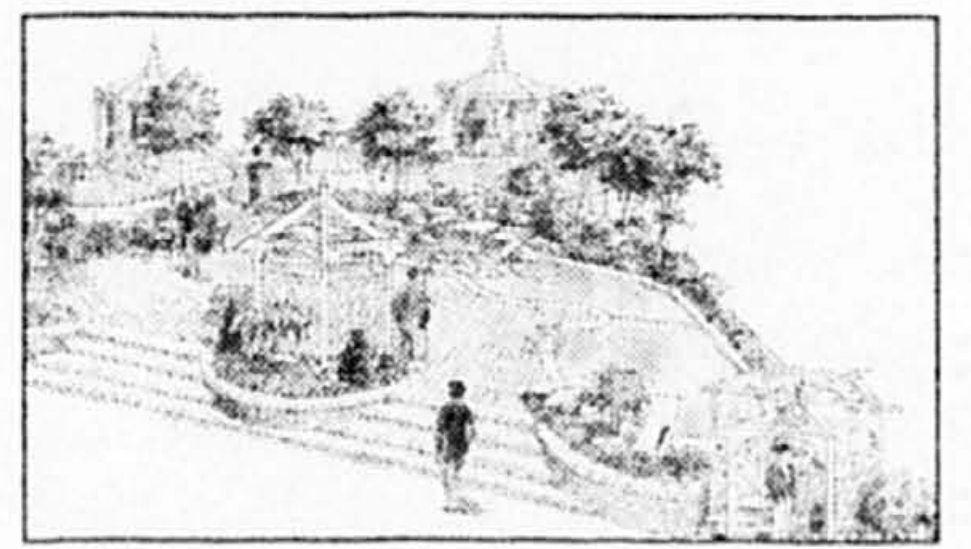
**La maison Nouveau confort modèle romantique**, présentée par HYDRO-QUÉBEC. Cette maison est offerte en tirage au profit de la Fondation Promexpo pour les démunis.



**Le duplex réinventé**, présenté par la VILLE DE MONTRÉAL, GAZ MÉTROPOLITAIN, LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC et PROTECTRON.



**La maison d'aujourd'hui** présentée par DETTSON, complice de votre confort, et réalisée par les RÉSIDENCES PRO-FAB, la meilleure solution en construction.



«Heureux comme des poissons dans l'eau» dans le **jardin Aquaticus** présenté par TRÉVI.

- **Les décors vedettes** créés pour Vincent Damphousse, Francis Reddy, Claude Poirier, Anne Létourneau et les couche-tôt Marie-Pier Morand et Maxime Desbiens-Tremblay.
- **L'Avenue Décors et Styles**
- **Le Carrefour Rénovation-Recyclage**
- **Le Cinéma maison** pour tous les budgets présenté par Audio Shop.

- **L'atelier déco Coup de Pouce/IKEA**
- Le «**Pavillon Solutions Travail à domicile Bell**» présenté par Téléboutique<sup>MC</sup> Bell.
- La vie de château dans une **suite des maîtres** présentée par Formica et Peinture Laurentide.
- Pour la 2e année, **Interintec**, le Pavillon des inventeurs de Montréal.

**Du 28 février au 9 mars,  
Stade olympique, Montréal**

Présenté par  
**UNIBROUÉ**

**HEURES D'OUVERTURE**  
Vendredi, samedi: 10h à 23h  
Dimanche: 10h à 20h  
Lundi au jeudi: 10h à 22h



Parole IX

**PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)**  
Adultes: 9,00\$  
Étudiants et aînés: 7,00\$  
Enfants de 6 à 12 ans: 3,50\$

Un événement



En collaboration avec



En association avec



La billetterie fermera une heure et demie avant la clôture du salon.

# Femmes en politique: l'exception française



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale  
PARIS

**A**vec actuellement 32 femmes dans un Parlement qui compte 577 députés — soit 5,3 % des sièges —, la France se trouve aujourd'hui dans une situation légèrement inférieure à ce qu'elle était en 1946... au lendemain de l'attribution du droit de vote aux femmes. Au sein de la Communauté européenne, il n'y a que la petite Grèce qui fasse aussi mal. Sans même parler des vertueux protestants du Nord — Suède ou Danemark — où la proportion des femmes dépasse les 40 % dans les assemblées parlementaires, il suffit de comparer avec la très méditerranéenne Espagne — fortement rajeunie au sommet de l'État il est vrai, lors de l'effondrement du franquisme à la fin des années 70 — où les femmes composent 22 % du Parlement.

En France, de quelque côté qu'on regarde, il y a une exception nationale pas très glorieuse, et qui confine au mystère.

Sur le plan gouvernemental, on constate que si les femmes ont commencé à occuper des postes importants à l'initiative du prési-

dent Giscard d'Estaing en 1974, cela a été et demeure aujourd'hui le fait du Prince. Même une personnalité aussi influente et populaire que Simone Veil — qui libéralisa l'avortement en 1975 — est toujours restée pratiquement en marge de la vraie vie politique. Faute de disposer d'une véritable base politique — circonscription, mairie, etc. — elle a toujours été à la merci du bon vouloir du président du moment. Idem pour des femmes comme Françoise Giroud, Monique Pelletier, Michèle Barzach, demeurées en quelque sorte des « amateurs » dans un monde de professionnels.

L'une des rares à s'être constitué à la force du poignet sa base électorale en tant que député-maire de Châtelleraut, la socialiste Édith Cresson, a quand même dû ses promotions à la protection de Mitterrand. Et lorsque celui-ci a eu la fantaisie de la nommer premier ministre — en 1992 — elle s'est retrouvée totalement isolée au sein d'un club de mâles constitués en clans rivaux, mais qui se sont tout de suite mis d'accord pour la démolir avec une belle férocité. Ce que l'ancienne ministre des Droits de la femme, Yvette Roudy, appelle « le supplément de chiennerie » que le monde politique français réserve aux femmes qui se mêlent de vouloir arriver au plus haut niveau.

La représentation des femmes dans ce club très masculin est si faible que, lorsqu'il n'y a pas justement de bon plaisir du Prince, on arrive à la situation qu'on connaît aujourd'hui au gouvernement: s'il reste quatre malheureuses femmes au sein du gouvernement Juppé, elles ont été reléguées dans des ministères-fantômes et dépourvus de tout pouvoir réel ou de budget. La seule ministre de plein titre, Corinne Lepage, a la charge de l'Environnement, qui ressemble davantage à une charge morale qu'à un vrai ministère, et elle n'est d'ailleurs même pas députée. Les

trois autres ont de vagues secrétariats d'État de dernière catégorie — dont Margie Sudre, en charge de la Francophonie.

Les femmes auraient-elles plus de chances au niveau des mandats locaux? Il est vrai qu'il y a un peu plus de femmes dans les innombrables conseils municipaux du pays (36 000 communes!). Mais quand on passe aux choses sérieuses, c'est-à-dire aux grandes villes, on ne voit plus que des hommes: de Marseille à Bordeaux, en passant par Lyon, Toulouse, Clermont-Ferrand, Rennes ou Lille, il n'y a que des hommes et, plus précisément, que des « caïds » patentés. Unique exception à la règle: la socialiste Catherine Trautman, qui remplit un deuxième mandat à la mairie de Strasbourg. Encore faut-il noter qu'aucun leader du PS ne s'intéressait à cette ville, réputée imprenable pour la gauche. Et lorsque, comme à Vitrolles, le 9 février dernier, Catherine Mégret est élue maire du Front national... c'est en tant que « femme de paille » pour le compte de son mari, inéligible pour un an!

Le système machiste est d'autant plus bloqué qu'une autre spécificité française aggrave le blocage: le cumul des mandats, partiellement limité depuis cinq ans, mais qui reste déterminant dans le fonctionnement des carrières. En France, on ne s'empare pas d'une mairie pour y gérer les affaires locales, mais pour se constituer cette fameuse « base politique ». Ainsi, le premier ministre Juppé s'est-il fait élire en juin 95... maire de Bordeaux! À la belle époque, son prédécesseur Jacques Chaban-Delmas était à la fois maire et député, président du Conseil général et du Conseil régional: quatre postes d'autorité pour un homme qui fut par ailleurs président de l'Assemblée nationale puis premier ministre. On constate les mêmes cumulés pratiquement pour toutes les grandes villes du pays, et plus de la moitié des députés dispo-

sent au moins d'un autre mandat électif. Dans ces conditions d'accapement, tout mandat local — qui pourrait constituer une porte d'entrée en politique pour de nouveaux venus, y compris des femmes — prend une importance stratégique démesurée, et les places se disputent au couteau... entre professionnels de la bagarre de rue.

Une situation tellement bloquée — et qui n'avait même pas bougé d'un pouce en 1986 lors d'élections législatives à la proportionnelle — que l'idée d'une parité absolue dans les assemblées élues a fini par faire son apparition. Une sorte de solution de désespoir à laquelle ont fini par rallier certaines femmes politiques, anciennes ou actuelles, de droite et de gauche. Avec le soutien du socialiste Michel Rocard.

Mais comment mettre en oeuvre une telle révolution? Il faudrait pour cela soit élire à la fois une femme et un homme dans chaque circonscription, ou alors attribuer d'office la moitié de celles qui existent (577) à des femmes, et l'autre moitié à des hommes! Ce qui paraît irréalisable et, sur le plan démocratique, plutôt douteux.

Reste la solution adoptée par le Parti socialiste, qui, n'ayant aujourd'hui qu'une soixantaine de députés, a réussi à imposer à sa base l'attribution de 30 % des circonscriptions à des candidates féminines. Un exploit que les autres partis pour l'instant se sont gardés d'imiter — mais l'idée est maintenant sur la place publique, et on en parle maintenant à droite. Il restera à voir combien de ces circonscriptions sont effectivement gagnables. Et combien il y aura de députées socialistes en mars 1998. L'effort est en tout cas notable et courageux. Le prochain geste d'héroïsme demandé à la classe politique consistera justement à mettre un terme final à ce système de cumul des mandats, et donc à se faire hara-kiri en quelque sorte.



PHOTO PASCALE SIMARD, La Presse

Nicolas Saint-Pierre, Sylvie Poissan et leur fils Antoine, 4 mois, né à la maison de naissances de Côte-des-Neiges, manifestaient hier en faveur des sages-femmes.

## Des mères manifestent pour accoucher où bon leur semble

Elles refusent de voir les sages-femmes confinées aux hôpitaux

ÉRIC TROTTIER

Une cinquantaine de mères n'ont pas manqué de souligner à leur façon la Journée internationale de la femme, hier, en manifestant, bébés dans les bras, pour une plus grande accessibilité aux services de sages-femmes.

Rassemblées à la maison de naissances Côte-des-Neiges, ces mères, accompagnées de leur conjoint et de clowns distribuant des ballons aux bambins, ont demandé au ministre de la Santé, Jean Rochon, de permettre aux futures mères d'accoucher là où elles le désirent et hors de la gouverne des médecins.

Le ministre Rochon a annoncé le mois dernier qu'il légalisera la pratique des sages-femmes, l'an prochain, à l'expiration des projets pilotes menés depuis 1994, dont les résultats sont pour le moins révélateurs. Les maisons de naissances affichent en effet un taux de césarienne de 4 % contre 20 % à l'hôpital;

quant au taux d'épisiotomies, il est de 5 % avec les sages-femmes, contre 50 % avec les médecins...

Statistiques fort reluisantes... qui ne permettent pas encore de croire que les sages-femmes vont pouvoir travailler sans la gouverne du Collège des médecins. Ce dernier souhaite non seulement encadrer la profession des sages-femmes, mais aussi obliger celles-ci à s'exécuter à l'hôpital.

« L'annonce du ministre constitue pour nous un grand pas, historique, a déclaré Lyane Grégoire, présidente du Groupe Maman, qui réunit des mères ayant accouché à l'aide de sages-femmes. Mais le projet du Collège des médecins

d'encadrer la pratique des sages-femmes risque de tout gâcher. Nous voulons avoir le choix du lieu de naissance de nos enfants. »

Mme Grégoire a accouché de son troisième enfant à la maison de naissances Côte-des-Neiges. « Quelle différence avec mes accouchements à l'hôpital! Au lieu de me faire accueillir par un garde de sécurité qui me tend bêtement un fauteuil roulant, ma sage-femme était là, tout sourire! Elle m'a même invitée à sortir mon bébé moi-même; ce fut le plus bel événement de ma vie! Je me suis rendue compte à quel point il y avait une mer de différences entre un accouchement à l'hôpital et dans une maison de naissances... »

Selon elle, les médecins ont une vision diamétralement opposée à celle des sages-femmes: « Les sages-femmes considèrent l'accouchement comme quelque chose de normal. Les médecins voient ça comme un potentiel de problèmes... »



production OXFAM-QUÉBEC

### « LES COUPS DU DESTIN »

La violence faite aux femmes se moque des frontières et des classes sociales. Ni la pauvreté, ni le sous-développement ne suffisent à l'expliquer. Elle est partout, au Nord comme au Sud, dans les pays lointains comme au Canada et au Québec. Dans le berceau de beaucoup de petites filles, il y a un cadeau empoisonné, des brutalités physiques et morales qui constituent la première cause d'iniquité. Les chiffres sont éloquentes: dans le monde, une femme sur deux est victime de violence conjugale, une sur trois a souffert d'abus sexuels dans son enfance.

Un tonnerre d'applaudissements ponctue la fin du dernier acte. Les comédiens saluent le public et se retirent dans le réduit qui sert de coulisses. La petite salle est bondée, les commentaires vont bon train. La pièce a atteint son objectif: délier les langues. Et c'est bien de cela qu'il s'agit, permettre aux femmes burkinabés, qui ont assisté à cette représentation, d'exprimer l'indicible, de crier leurs souffrances. Au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays, les femmes sont victimes de certaines traditions et de la négation de leurs droits fondamentaux. Mariages précoces et arrangés, polygamie imposée avec deux ou trois épouses, mutilations sexuelles, violences, la liste est longue des mauvais traitements infligés aux femmes dès leur enfance. Ici la tradition justifie une soumission totale aux hommes, au père puis au mari. Les femmes ont peu de moyens de se défendre, et comme au Mali voisin, elles connaissent si mal leurs droits qu'elles ne les revendiquent jamais. Dans le petit théâtre, comme moyen pour déclencher la discussion, le débat sur la violence subie par les femmes s'est amorcée entre les spectatrices, des paysannes de la région de Ouagadougou, et les animatrices du RECIF (Le Réseau de Communication, d'Information et de Formation des femmes). Le RECIF avec l'appui d'OXFAM-Québec organise la tournée théâtrale de « Yelbinasa », la pièce qui vient d'être jouée. Elle raconte les épisodes marquants de la vie des femmes africaines subissant des violences, en détaillant tous leurs problèmes. Les participantes se sentent toutes concernées et les discussions permettent d'échanger et de comprendre ce qui ne va pas. Les mentalités changent peu à peu. Ce n'est pas facile, ce sont des sujets délicats, parfois tabous, mais en parler est une étape, les solutions émergent peu à peu. Dans le village, une autre représentation est prévue dans trois mois. Cette fois-ci, la troupe du RECIF jouera « Rimbessida », une pièce où les femmes prennent enfin le pouvoir.

Au Québec, à SOS Violence conjugale, le service téléphonique d'urgence pour les femmes victimes de violence, on connaît bien l'enfer des mots et des coups. Les intervenantes du 1-800-363-9010 apportent, 7 jours sur 7, 24h sur 24, un premier réconfort aux Québécoises qui les appellent. Elles tentent de rompre l'isolement et le silence des femmes battues puis les orientent vers les maisons d'hébergement les plus proches de chez elles. Encore aujourd'hui, après des années de combats pour l'équité et la justice, leur ligne téléphonique est trop souvent occupée. En ce 8 mars, nous ne pouvons pas encore nous réjouir.

Mission possible est une chronique produite par OXFAM-Québec, organisation sans but lucratif et non-gouvernementale, qui œuvre dans plus de 20 pays en développement. La mission d'OXFAM-Québec est d'appuyer les populations défavorisées des pays en développement qui luttent pour leur survie, pour leur progrès, pour la justice sociale et le respect des droits humains; de mobiliser la population du Québec et faciliter l'expression de sa solidarité pour un monde plus équitable.



2330, Notre-Dame O., Bureau 200  
Montréal (QC), Canada H3J 2Y2  
Téléphone: (514) 937-1614  
Télécopie: (514) 937-9452

## Concours La Presse et Air Canada vous offrent le monde

À gagner cette semaine: un séjour d'une semaine pour deux personnes, dans n'importe quelle ville d'Asie desservie par Air Canada, au choix du gagnant.

Question du jour - Le monde et son économie: Quel est le taux de chômage en Corée du Sud?

Inscrivez votre réponse à l'endroit approprié sur le bulletin de participation publié dans *La Presse* du samedi 8 mars. Consultez votre mappemonde *Le monde et son économie*

pour connaître la réponse. Pour être admissible au concours, vous devez répondre correctement à au moins trois questions du jour, publiées cette semaine, du dimanche au vendredi.



Une valeur approximative de 7 000 \$. Le règlement complet du concours est disponible à La Presse.



# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



ALGÉRIE

## Nouveau parti

En dénonçant notamment le « pouvoir personnel » de leur chef et les alliances du Front des forces socialistes (FFS) avec le Front de libération nationale (FLN-ancien parti unique) et avec le Front islamique du salut (FIS-dissous), des dissidents du FFS, dirigé par Hocine Aït-Ahmed, ont créé un nouveau parti politique, le Mouvement pour la démocratie et la citoyenneté (MDC), ont indiqué hier des journaux d'Alger. Le MDC est provisoirement dirigé par Saïd Khellil, une des anciennes figures de proue du FFS, dont il a eu à assumer la fonction de secrétaire général par intérim après le retour de Aït-Ahmed en exil, en juillet 1992. Le parti se fixe comme objectifs d'« enraciner la démocratie et la citoyenneté » dans la société algérienne, de « contribuer à l'émergence d'une opposition démocratique, efficiente » et de « travailler au rassemblement des forces démocratiques ». M. Khellil et plusieurs de ses compagnons ont quitté le FFS depuis un an.

d'après AFP

CANADA

## Visite de Walesa

L'ancien président polonais Lech Walesa, qui a rencontré des étudiants au premier jour de sa visite de cinq jours au Canada, a plaidé en faveur d'une unification du monde. « La grande mission, c'est de réunir le monde », a-t-il déclaré vendredi devant des étudiants de l'Université de Toronto. Il a indiqué aussi, par plaisanterie, qu'il aimerait être président d'une Europe unie. Cette Europe rejoindrait les États-Unis, « puis l'Asie s'y accrocherait : j'ai une vie animée en perspective », a-t-il déclaré, en riant. Lech Walesa, prix Nobel de la paix en 1983, doit rencontrer le premier ministre canadien Jean Chrétien mardi après-midi et se rendre ce même jour à la Chambre des communes. Il quittera le Canada mercredi.

d'après AFP

CORÉE DU SUD

## Loi du travail

Fin de crise en Corée du Sud. Après des semaines de négociations, gouvernement et opposition sont parvenus hier à se mettre d'accord sur une nouvelle version de la loi sur le travail, à l'origine d'un large mouvement de grève au mois de janvier. Le texte élaboré par la Commission sociale de l'Assemblée nationale, qui doit être examiné demain en séance plénière, prévoit notamment la légalisation de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), le syndicat interdit qui a fédéré le mouvement social. En dépit des promesses du pouvoir, l'opposition a accueilli le texte avec réserve. Un millier de militants de la KCTU ont manifesté leur opposition au texte de compromis hier matin dans le centre de Séoul. L'opposition fait ainsi remarquer que le texte modifié repousse à 2002 la liberté syndicale dans les entreprises et n'écarte pas définitivement la possibilité pour les patrons de licencier plus facilement. Ces deux dispositions de la loi du 26 décembre figuraient au centre des revendications du mouvement social.

d'après AP

ZAÏRE

## Cessez-le-feu ?

Alors que ses troupes sont aux portes de Kisangani, le chef des rebelles, Laurent-Désiré Kabila, est prêt à entamer des négociations en vue de la cessation des hostilités dans l'est du Zaïre, a fait savoir hier le ministre néerlandais pour la Coopération et le développement, Jan Pronk, à l'issue d'une rencontre à Goma avec le dirigeant de la rébellion. Au cours d'une conférence de presse à son retour à Kigali (Rwanda), Jan Pronk a ajouté qu'un « couloir humanitaire sera ouvert immédiatement ». Les ONG avaient dû abandonner à leur sort les réfugiés, notamment les quelque 120 à 160 000 personnes entassées dans le camp de Tingi-Tingi, pris par les rebelles la semaine dernière.

d'après AP



Un petit garçon est bloqué à la frontière grecque, où de nombreux Albanais faisaient en vain la queue vendredi, dans l'espoir de fuir les troubles qui déchirent le sud de leur pays.

PHOTO REUTERS

## Le président Berisha accepte le principe d'élections anticipées

### Les insurgés tiennent toujours le sud de l'Albanie

d'après AP  
TIRANA

Sous la pression de la communauté internationale, le président albanais Sali Berisha a accepté hier le principe d'élections anticipées, mais l'opposition juge le délai proposé de 45 jours trop court pour garantir un scrutin libre et équitable. Sur le terrain, les insurgés poursuivaient leur avancée dans le sud du pays.

Après avoir conquis les villes de Vlora, Tepelena, Saranda et Delvina, les insurgés semblent s'être emparés dans la journée de celle de Gjirokastra, selon des témoins. Cette nouvelle offensive aurait commencé par un assaut réussi contre une garnison de l'armée située à l'entrée de cette ville.

« Nous sommes entrés dans la caserne de l'armée et en avons pris le contrôle », a affirmé sur place un insurgé qui a refusé de donner son nom. « Gjirokastra est tombée aux mains du peuple », a-t-il ajouté. Un témoin interrogé par téléphone a

confirmé ses dires. De son côté, la chaîne de télévision *Athens Antenna* a diffusé des images montrant des scènes de pillage d'armes et de munitions dans la ville ainsi qu'une colonne de chars entrant dans Gjirokastra.

Les insurgés auraient aussi pris le contrôle d'un aéroport militaire, selon les médias grecs. Des camions chargés d'armes sont partis en renfort vers Tepelena, 30 km plus au nord, sur la route principale menant aux grandes villes désormais contrôlées par les insurgés. Par ailleurs, deux généraux en-

voyés diriger les opérations à Gjirokastra auraient été arrêtés par les insurgés.

La concession du chef de l'État sur les élections anticipées, qui vise à mettre fin à des semaines de chaos et de violences dans le pays, n'a pas été annoncée officiellement, mais a été rapportée par le médiateur américain dans la crise albanaise, Eliot Engel, et par plusieurs dirigeants de l'opposition qui ont rencontré M. Berisha dans la journée. Si la tenue d'élections anticipées se confirme, il s'agit d'un revirement de la part du président Berisha, lequel s'était opposé jusqu'à présent à céder à la principale revendication de l'opposition.

En annonçant que le président albanais était disposé à organiser des élections anticipées, le médiateur américain a précisé qu'un délai de « 45 jours avait été mentionné » et que M. Berisha devait encore obtenir l'accord de son Parti démocratique. Le dirigeant du Parti démocratique social (opposition),

Skender Gjinushi, a confirmé l'accord donné par le chef de l'État pour des élections anticipées, mais a affirmé qu'aucun délai n'avait été fixé. L'opposition, qui réclame la tenue d'un tel scrutin, souhaite toutefois qu'il n'ait pas lieu avant trois mois, en raison du nombre important d'armes qui circulent tant parmi les partisans du régime que parmi ses adversaires.

D'ici la tenue de ces élections anticipées, les médiateurs internationaux, les partis d'opposition et les insurgés du sud du pays réclament en outre la formation d'un gouvernement d'union nationale couvrant l'ensemble du spectre politique albanais. Le Parti démocratique de M. Berisha était sorti grand vainqueur des dernières élections de mai 1996, mais celles-ci avaient été entachées d'accusations de fraudes massives.

## Arafat fustige les États-Unis après leur veto à l'ONU



PHOTO AFP

Yasser Arafat (à g.) a été accueilli hier à Amman par le roi Hussein de Jordanie.

d'après AP  
GAZA

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a fustigé hier les États-Unis qui ont empêché par leur veto l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU critiquant Israël pour son nouveau projet de colonie juive dans le secteur arabe de Jérusalem.

M. Arafat, qui s'exprimait à Gaza, a qualifié de « totalement mauvaise » la décision des États-Unis, principal médiateur dans le processus de paix au Proche-Orient. Selon lui, la communauté internationale doit faire preuve d'une « forte discipline » face à l'État hébreu pour l'empêcher de prendre ce genre de décisions. Le dirigeant palestinien a par ailleurs qualifié de « tromperie » la décision israélienne de se retirer de 9 % de la Cisjordanie alors que les Palestiniens attendaient un retrait trois fois supérieur.

De son côté, le représentant de la Syrie auprès de la Ligue arabe, Issa Darwich, a appelé hier Washington à reconsidérer ses positions,

après le veto américain. « Les États-Unis doivent reconsidérer rapidement et avant qu'il ne soit trop tard leurs positions vis-à-vis des droits arabes légitimes et des pratiques israéliennes faussant ces droits », a déclaré M. Darwich.

« Le monde arabe, tant au niveau officiel qu'au niveau du peuple, a exprimé son indignation après le veto américain », a ajouté M. Darwich, qui est également l'ambassadeur de Syrie au Caire. « Les États-Unis reconnaissent la résolution 242 qui considère Jérusalem-Est comme une partie des territoires occupés (par Israël) en 1967 et en dépit de cela, ils ont voté contre le projet de résolution européen au Conseil de sécurité », a noté le diplomate syrien. « Bien que les États-Unis soient l'un des deux co-parrains du processus de paix, basé sur le principe de l'échange de la terre contre la paix et sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, ils ont ignoré les termes de référence de ce processus en opposant leur veto » vendredi au Conseil de sécurité », a conclu M. Darwich.

REPÈRES/RUSSIE

## Le retour de Tchoubais

LAURENCE PETER

de l'Agence France-Presse, MOSCOU

Le retour d'Anatoli Tchoubais au gouvernement russe illustre la volonté du Kremlin de relancer les réformes libérales, au risque d'un conflit avec un Parlement à majorité conservatrice.

La nomination de M. Tchoubais au poste de premier vice-premier ministre, annoncée vendredi, intervient au lendemain des attaques contre le gouvernement lancées par le président russe Boris Eltsine dans un discours à la nation fustigeant les responsables de l'exécutif pour leur incapacité à résoudre les problèmes de retardés dans le paiement des salaires et des retraites.

Boris Eltsine avait aussi accusé les membres du Parlement russe de retarder l'adoption de lois importantes, d'avoir aggravé une loi de

finances 1997 déjà peu satisfaisante et de ne penser qu'à leurs intérêts.

En tant que chef de l'administration présidentielle, M. Tchoubais, 41 ans, a joué un rôle fondamental d'éminence grise, en contrôlant notamment l'accès au président, ce qui lui a valu le surnom de « régent ». Mais il s'est aussi rendu célèbre pour avoir dirigé l'énorme programme de privatisations en Russie de novembre 1991 à novembre 1994, en tant que numéro deux du gouvernement, responsable de l'économie.

Aux côtés du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, il a de fait dirigé le pays pendant les longs mois de maladie du chef de l'État, victime de problèmes cardiaques et d'une pneumonie depuis sa réélection en juillet dernier. « Les autorités ont les moyens de renverser la tendance et de ramener l'ordre dans le pays, particulièrement en payant les salaires et les retraites »,

a affirmé M. Tchoubais après l'annonce de sa nomination.

Ce n'est pas l'avis de toute la classe politique, dont une partie a sévèrement critiqué le retour de M. Tchoubais au gouvernement. Le principal rival de M. Eltsine aux dernières élections présidentielles, le chef du Parti communiste Guennady Zyouganov, a estimé que l'arrivée de M. Tchoubais n'apporterait « rien d'autre que l'aggravation de la situation du pays ».

Le leader ultra-nationaliste Vladimir Jirinovsky a ironisé de son côté sur le « remaniement de l'actuelle clique de politiciens ». Les opérateurs boursiers à Moscou et les responsables américains à Washington ont en revanche bien accueilli cette nomination.

Centre-Invest-Securities, firme moscovite d'investissement, s'attend par exemple à une hausse du marché boursier à l'ouverture mardi. Les actions avaient chuté en jan-

vier 1996 après le renvoi de M. Tchoubais de son poste de premier vice-premier ministre.

Le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns, a vu en M. Tchoubais un « avocat très talentueux des intérêts nationaux russes », ajoutant qu'il était impatient de travailler avec lui.

D'autres changements au sein du gouvernement russe sont attendus dans les prochains jours. Dans ce contexte, la position du ministre des Finances, Alexandre Livshits, semble fragile après que M. Tchernomyrdine eût accusé son ministre de « bureaucratie excessive et de vanité ». Le ministre de l'Économie, Yevgueni Yassine, pourrait aussi être sacrifié, selon des analystes. M. Tchernomyrdine a promis que le « style et la structure » de son gouvernement serait changé et que le ministère de l'Économie deviendrait le « quartier général » des réformes économiques.

# Le Chili, porte d'entrée en Amérique latine



Miville Tremblay

SANTIAGO

Imaginez que du boulevard René-Lévesque, vous ne puissiez plus voir le mont Royal tellement l'air est vicié. Imaginez que la moitié des véhicules soient de gros autobus puants, à moitié vides, qui font la course aux passagers.

Bienvenue à Santiago, 4,5 millions d'habitants, capitale du Chili et l'une des villes les plus polluées au monde. La nature lui a donné à l'est un fond de scène dramatique — les Andes —, mais aussi, sur son flanc ouest, une cordillère plus basse qui emprisonne l'air dans une cuvette: les Andes s'évanouissent dans la boucane!

On respire difficilement en marchant sur la grande avenue O'Higgins et on peste d'autant plus contre les autobus que l'on sait qu'un métro aussi moderne que celui de Montréal circule en dessous. Toutes proportions gardées, Santiago compte cinq fois plus d'autobus que la STCUM et tous roulent sans arrêt vers le centre-ville.

C'est l'un des excès du modèle chilien où sévit une concurrence effrénée. Endettés jusqu'aux yeux, les petits propriétaires d'autobus conduisent 18 heures par jour pour payer leurs mensualités. Ce marché complètement libre dilapide un bien public — l'air pur.

Au Chili, on nomme « Chicago Boys » les jeunes économistes qui ont appliqué avec zèle les préceptes libéraux de Milton Friedman. Dans l'ensemble, les résultats sont spectaculaires: l'économie croît à une cadence de 7 % depuis une douzaine d'années et l'inflation, à 6 %, décroît graduellement. La pauvreté, encore très grande, régresse.

Les grues dans le ciel de Santiago témoignent de la prospérité. Le climat est propice aux affaires et les banques canadiennes y reprennent goût à l'Amérique latine.

Comme ses consœurs, la Banque Nationale a prêté des milliards aux gouvernements de la région, à la fin des années 1970. En 1982, ceux-ci ont annoncé qu'ils ne pouvaient plus servir leur dette. Pour se sortir de ce guépier, la Nationale a revendu à perte une grande partie de ses prêts souverains et en a échangé un autre contre des actifs, notamment un intérêt de 10 % dans Banco Osorno, au Chili.

Ce pari du président Léon Cour-

ville a récemment rapporté un joli profit à la Nationale. La revente de cette participation a dégagé un gain de 80 millions, qui sera réinvesti dans un réseau d'institutions financières en Amérique latine, en association avec le financier chilien Alvaro Saieh et des fonds d'investissements américains.

M. Saieh est le président d'Infisa, un groupe qui possède des compagnies d'assurances et Provida, le plus important gestionnaire de caisses de retraite du Chili.

« Les économies d'Amérique latine dépendent de plus en plus les unes des autres en matière de commerce et d'investissements directs; il y a clairement un besoin pour des fournisseurs de services financiers qui rayonnent au-delà des frontières d'un seul pays », affirme Saieh.

L'entreprise commune sera dotée d'un capital de 750 millions US, fourni à plus de la moitié par Infisa. La Nationale et trois sociétés en commandite new-yorkaises gérées par Blackstone Group, Chase Capital Partners et Hicks, Muse, Tate & Furst, détiennent des parts variant entre 10 et 13 %.

Déjà, un premier investissement a été réalisé dans le capital de Banco Concepcion, du Chili, et Banco Consolidado, du Venezuela; des négociations avancent avec une banque régionale en Argentine et des dossiers sont à l'étude au Pérou, en Colombie et au Mexique.

Les partenaires américains prévoient dégager un gros profit et se retirer dans cinq ou sept ans, mais « pour la Nationale, c'est un investissement stratégique », explique M. Gordon Hainstock, vice-président et représentant de la banque montréalaise en Amérique latine.

« Nous suivons nos clients à l'étranger », dit-il. La Nationale ne finance pas les grands projets miniers, mais offre des services de change, des lettres de crédit, des comptes courants et peut faciliter de multiples manières la vie des clients commerciaux qui débarquent ici. « Le Chili est un magnifique endroit pour établir la base des activités en Amérique latine », soutient M. Hainstock.

De fait, le nouveau traité de libre-échange attire l'attention des gens d'affaires. En décembre dernier, à l'occasion d'une foire commerciale consacrée au Canada, 200 entreprises canadiennes, dont 43 du Québec, sont venues tâter le marché chilien.

En plus du secteur minier, l'ambassade du Canada a identifié des occasions dans l'agro-alimentaire, la construction, la forêt et les papiers, les technologies du gaz naturel et de l'environnement.

Certaines PME viennent aussi rencontrer M. François Gariépy, *delegado comercial de la Sociedad de Desarrollo Económico de la Ribera-Sur de Montreal*, lire la Société de développement économique de la Rive-



Ce n'est pas le départ du Grand Prix de Santiago mais le début de la course aux clients du prochain arrêt entre bus de compagnies concurrentes.

Sud. Son collègue Roque Paquette assume la même fonction en Argentine.

Non. Les maires de la Rive-Sud n'ont pas ouvert leur propre ambassade à Santiago et Buenos Aires, mais ils y ont posté des agents qui réalisent à peu de frais des études de marché pour les entreprises de leur région. Une entente négociée avec le gouvernement du Québec permet d'offrir ces services aux autres PME de la province.

« On est des démarcheurs, des gars de terrain », explique M. Gariépy, qui a obtenu une vingtaine de mandats depuis qu'il s'est établi ici, il y a deux ans. Il guide les novices qui ne savent pas toujours ce qu'implique l'exportation. « Si tu reçois une commande en espagnol, as-tu un employé capable de s'en occuper ? » demande-t-il.

Pour réussir au Chili, il faut des sous, de la patience, adapter ses produits, offrir des bas prix et surtout, établir de bonnes relations personnelles.

À cet égard, déclare M. Fernan Ibanez, un conseiller influent qui

compte parmi ses clients les gouvernements du Chili, du Canada et des multinationales canadiennes, « ces dernières années, nous avons appris à apprécier les différences entre les Américains et les Canadiens ». Ceux-ci sont moins arrogants et consultent davantage les Chiliens.

L'économie de son pays, explique-t-il, a pour faiblesses son éloignement, un petit marché de 13 millions d'habitants dont le cinquième est trop pauvre pour consommer, des infrastructures insuffisantes et une éducation technique déficiente.

Par contre, l'économie est très ouverte et « le pays est le mieux organisé d'Amérique latine : les réunions débutent à l'heure ! »

« Il y a de la petite corruption, admet-il, mais à ce jour, on n'a pas prouvé de grosse affaire. Pas besoin de payer un bureaucrate pour obtenir un permis. Offrir de l'argent à un policier est la manière la plus rapide de se retrouver en prison. »

La Banque Nationale veut suivre les PME québécoises à l'étranger.

Mais c'est la Scotia qui jouit de la plus forte présence internationale parmi toutes les institutions canadiennes. Elle possède le quart de Banco Quilmes, en Argentine; 16 % de la grande banque Inverlat, au Mexique et au Chili, 29 % de Banco Sud Americano.

Pour les opérations courantes, la Scotia s'en remet à ses institutions partenaires, explique son vice-président et représentant à Santiago, M. Robert Garneau. Mais les grosses opérations sont gérées au Canada.

Par exemple, la Scotia a monté un crédit consortial de 225 millions pour financer GasAndes, un projet de Novacorp qui devrait aider à réduire la pollution locale.

La société de Calgary a achevé la construction d'un gazoduc qui traverse les Andes et qui alimentera Santiago en gaz naturel argentin. Novacorp a également investi 135 millions dans un réseau de distribution et la conversion au gaz d'une centrale thermique au charbon. On reverra les Andes.

Demain : Brasser des affaires en Argentine.

# Klein s'en prend aux communistes du cheval de Troie

GÉRALD LeBLANC  
envoyé spécial, EDMONTON

Au Canada anglais, on parle d'un best-seller quand un livre d'affaires publiques atteint le seuil de 5000 exemplaires.

Comment alors qualifier un ouvrage vendu à 15 000 exemplaires, en cinq semaines et presque entièrement en Alberta ?

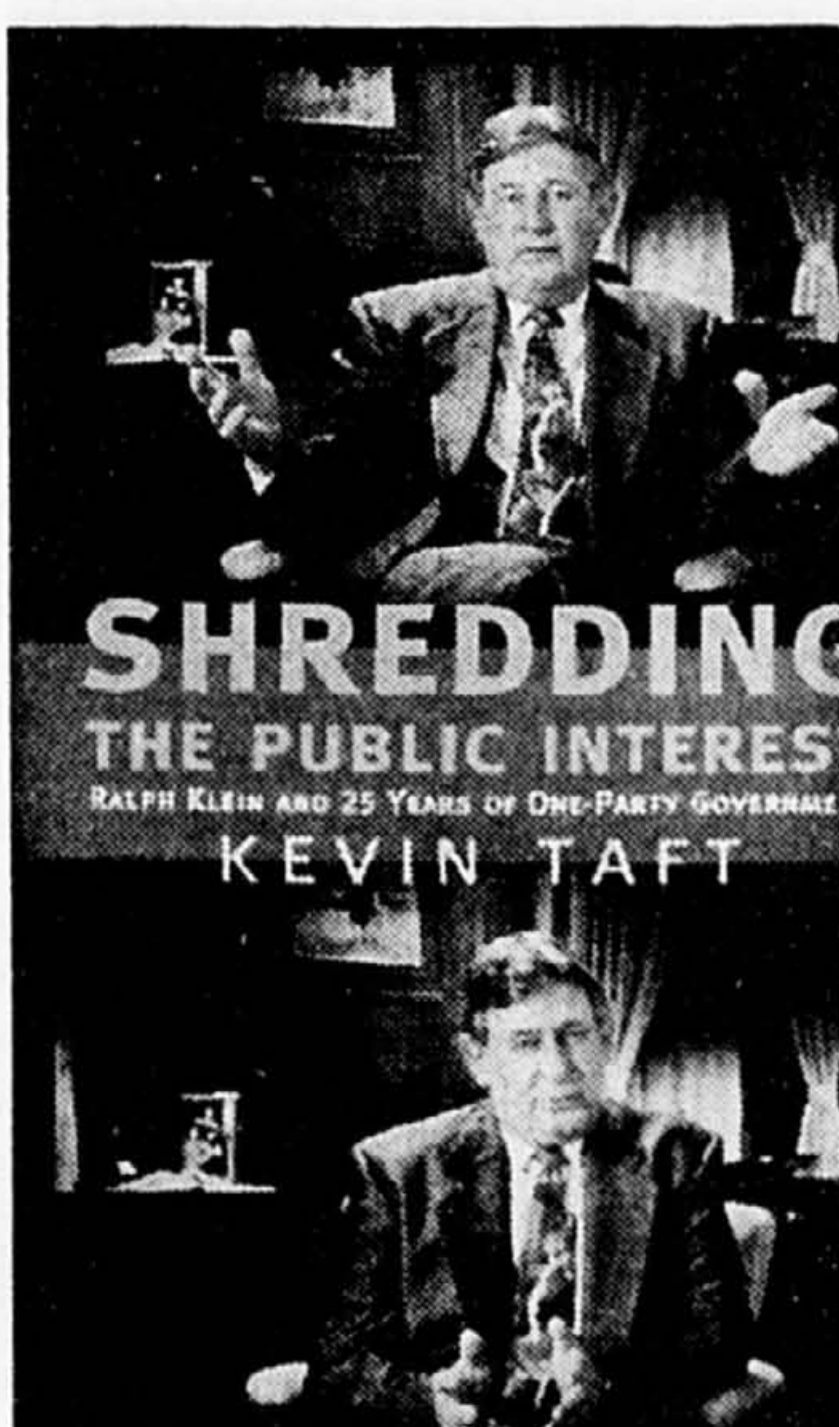
On vient même d'en sortir 10 000 autres avec la troisième impression de *Shredding the public interest - Ralph Klein and 25 years of one party government* (Le déchetage du bien commun — Ralph Klein et 25 ans d'un gouvernement de parti unique).

Un petit livre de 130 pages, en tête des best-sellers depuis quatre semaines, écrit par Kevin Taft, ancien militant conservateur qui raconte comment l'on a effectivement décheté 2000 exemplaires d'un rapport sur les personnes âgées en Alberta.

Commandé par Don Getty en 1991 et devant sortir en 1993, alors que le nouveau chef conservateur, Ralph Klein, s'appretait à déclencher des élections, le rapport démontre clairement, même après une seconde rédaction adoucie, que les dépenses du gouvernement, loin d'augmenter rapidement, n'avaient cessé de diminuer depuis six ans.

Tout le livre de M. Taft, écrit sur le ton personnalisé du croyant déçu, démolit le fondement même de la thèse de Ralph Klein: il fallait donner un grand coup car l'on avait perdu la maîtrise des dépenses, surtout dans les affaires sociales et l'éducation.

Selon les chiffres de M. Taft, qui termine actuellement un doctorat en commerce, seules les subventions aux entreprises n'avaient cessé d'augmenter. De sorte que les dépenses publiques en général étaient plus basses et les subventions au secteur privé plus élevées que dans le reste du Canada. Per-



sonne n'a jusqu'ici contesté les données et les tableaux de l'auteur, qui était agent de recherche à la commission sur les personnes âgées.

C'est la chute du prix du pétrole, de 28 à 9 \$ le baril en 1986, et non la croissance des dépenses qui explique le soudain déficit de trois milliards cette année-là, soit une perte de trois milliards pour le Trésor public.

Selon cette histoire qui contredit celle de Ralph Klein, le déficit accumulé de 1986 à 1991 s'établit à 19 milliards, juste un peu moins que les 18 milliards versés durant cette période en subventions à l'entreprise privée, aux exploitations de pétrole et à l'agriculture, durant cette période.

**Les communistes**  
Venant d'un membre de la famille et publiée une semaine avant le

déclenchement des élections, l'attaque de Taft promettait d'être difficile à repousser.

Pas pour Ralph Klein, qui se contenta de qualifier l'auteur de communiste, un synonyme semblait-il de critique ou d'opposant, comme à la belle époque d'Ernest Manning, le père de Preston, ou de Duplessis au Québec.

Pressé de s'expliquer, lors du débat télévisé, M. Klein a corrigé son affirmation: « Ce n'est pas l'auteur mais les éditeurs que je visais. »

Les éditeurs: les Presses de l'Université d'Edmonton et l'Institut Parkland, un regroupement d'universités et de leaders sociaux créé en janvier dernier, dont le livre de M. Taft était la première publication.

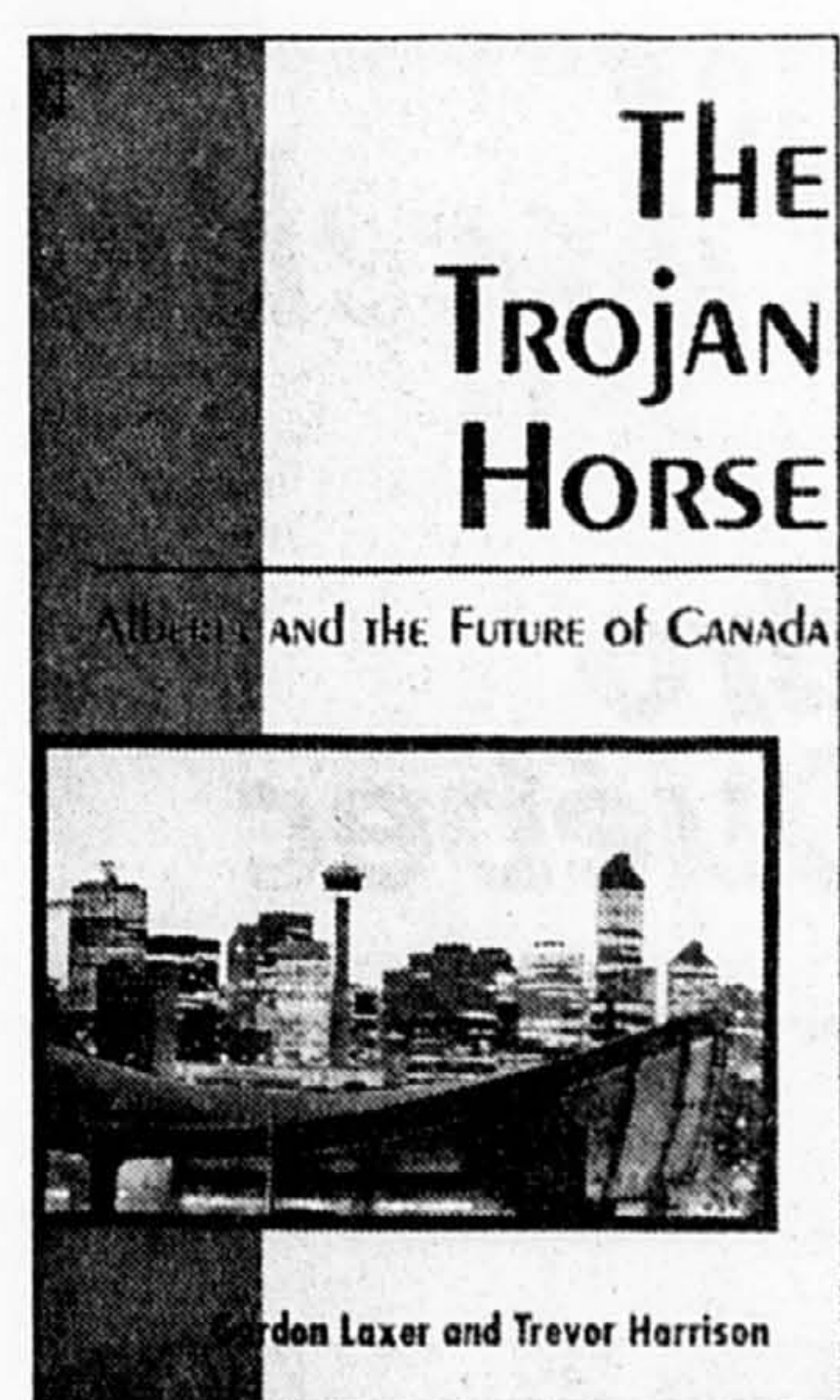
Rencontré au merveilleux campus de l'Université d'Edmonton, Gordon Laxer, professeur d'économie politique et directeur de l'Institut, tentait d'expliquer le succès inespéré du livre de Taft.

« On peut évoquer deux raisons: le style personnalisé et vivant de l'auteur certes, mais aussi le grand vide qu'il est venu combler. Depuis quatre ans, il n'y a plus de débat public en Alberta. »

« Aux élections de 1993, les libéraux de Laurence Decore, sentant le vent réformiste souffler sur l'Alberta, s'étaient tassés à droite, brandissant l'horloge du déficit et promettant des coupes brutales. Klein, meilleur populiste, a promis la même chose et les Albertains l'ont élu. »

« Les libéraux étaient mal placés pour critiquer la révolution de Klein qu'ils avaient eux-mêmes inventée et les néo-démocrates avaient été rayés de la carte politique. »

**Le cheval de Troie**  
M. Klein, qui n'oublie aucune des attaques portées contre lui, se souvenait sans doute que les gens qui allaient fonder Parkland avaient publié, l'année dernière,



une autre terrible critique de son régime: *Le Cheval de Troie - L'Alberta et le futur du Canada*.

Pourquoi ce titre de Cheval de Troie? « Parce qu'il s'agit d'un cadeau empoisonné. Derrière le cadeau de l'élimination du déficit et de la dette que M. Klein offre aux Albertains, se cache le côté sombre et sinistre de la privatisation du secteur public et de l'abandon du bien commun comme objectif du gouvernement. »

« M. Klein a profité du courant réformiste. Il n'est peut-être pas idéologue mais son entourage, de plus en plus près de l'establishment économique, convoite de grands pans du secteur public, un terrain où il aurait de l'argent à faire si le gouvernement se retirait. »

« Les forces du marché sont devenues le dieu de la nouvelle religion, car le fondamentalisme économique n'est guère différent des

autres religions. On y laisse peu de choix. Comme disait Margaret Thatcher et comme répète Klein, c'est la seule voie à suivre. »

« Et Ralph, le gars ordinaire que tout le monde peut tutoyer et à qui tous les Albertains peuvent s'identifier, est le vendeur idéal de cette nouvelle religion. »

**Le pouvoir absolu**  
Le professeur Laxer rappelle que le phénomène Klein n'est pas nouveau mais se situe au cœur de la culture albertaine, comme le furent avant lui les créditistes Aberhart et Manning ainsi que le conservateur Lougheed.

« L'Albertain se voit comme menacé par des forces de l'extérieur, les grandes entreprises de l'est du pays, les communistes, les libéraux d'Ottawa... Devant ces dangers, il faut se serrer les coudes et appuyer le chef national. »

« Ce que les gens ne semblent pas saisir, c'est que cette fois-ci l'ennemi vient de l'intérieur, du secteur public, de ceux qui travaillent et de ceux qu'on y aide. »

M. Laxer, comme la plupart des observateurs prévoit un balayage conservateur, mardi. « Je serais surpris qu'il y ait cinq des 83 députés dans l'opposition, pas plus de trois à Edmonton et peut-être un à Calgary. C'est le retour du parti unique comme l'a si souvent connu l'Alberta. »

À ceux qui seraient tentés d'importer le modèle Klein, M. Laxer rappelle quelques faits susceptibles de refroidir l'ardeur des imitateurs. « L'Alberta tire 20 % de ses revenus du pétrole, sans compter les 1,8 milliard tirés cette année en intérêts sur ses placements. L'Alberta compte aussi le plus bas salaire minimum au pays. La plus riche et la plus chiche des provinces canadiennes. »

Vue du Québec, la révolution albertaine paraît en effet sortie d'un autre monde tout comme Klein ressemble à un personnage de roman.

# La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

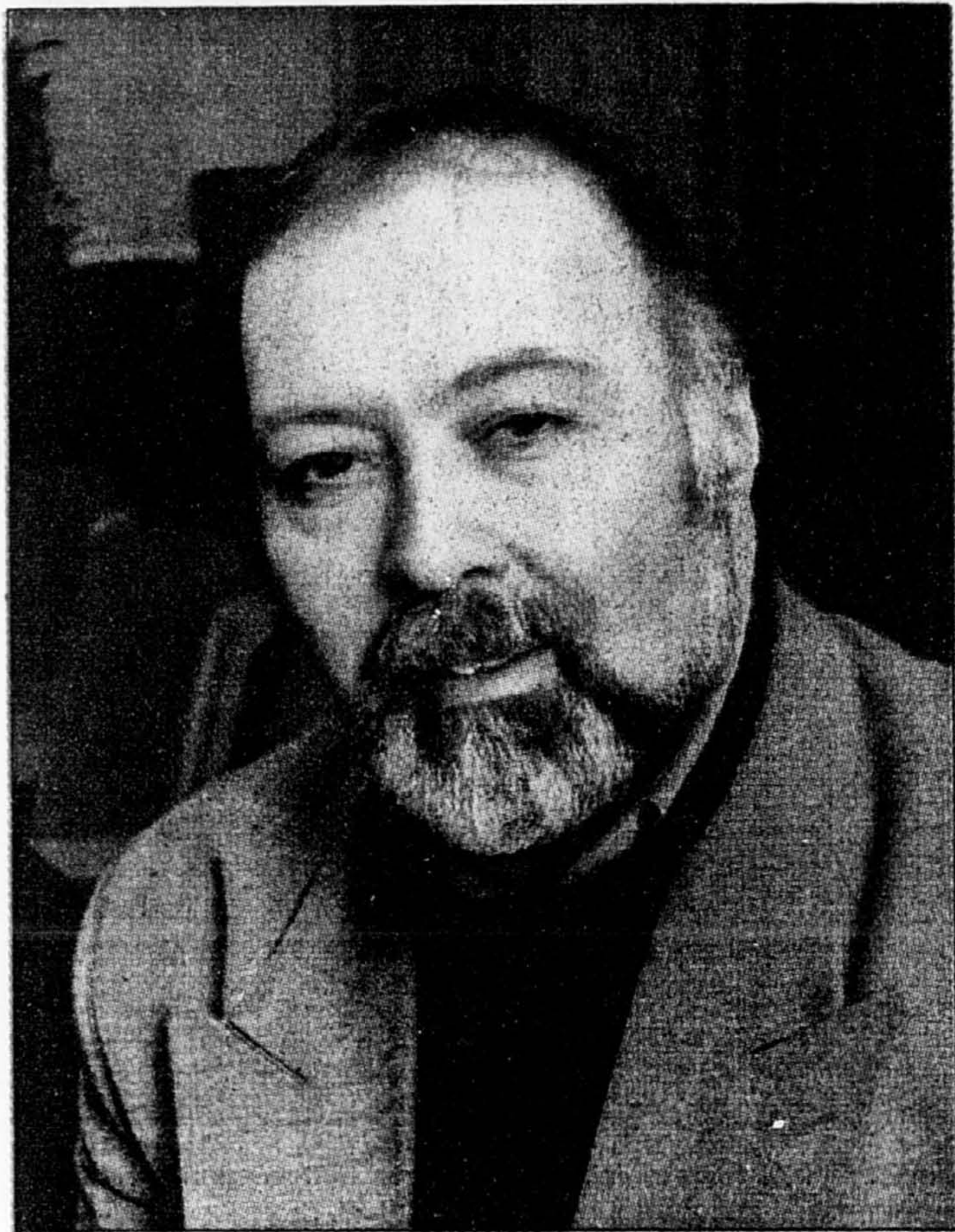


PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 9 mars 1997

## Serge Turgeon

JEAN-PAUL SOULIÉ

**S**erge Turgeon, comédien, n'a pas toujours été président de l'Union des artistes. Mais il l'est depuis si longtemps que la tentation était grande de le considérer comme « président à vie ». Il n'en est rien : Serge Turgeon abandonne ses hautes fonctions et passe la main, après 12 années de bons et loyaux services, plusieurs batailles gagnées, d'autres bien engagées, et une relève maintenant assurée.

« Des élections sont en cours, par courrier postal, auprès des 5000 membres de l'Union, explique le président sortant. Des administrateurs vont être élus, qui à leur tour éliront un président pour les trois prochaines années. Moi, j'avais été élu pour trois mandats, sans opposition. » Douze années, pendant lesquelles sa carrière de comédien a été « mise entre parenthèses ». Sa dernière prestation : il va aller dans quelques semaines à Paris, au siège de l'UNESCO, pour représenter l'Union des artistes à un colloque sur le statut de l'artiste. « Notre action et les résultats que nous avons obtenus vont être donnés en exemple aux artistes d'une cinquantaine de pays. Nous avons été les premiers au monde à obtenir des législations, d'abord au Québec, ensuite à Ottawa », souligne Serge Turgeon avec une légitime fierté.

La Presse souligne l'action de celui qui a été l'âme dirigeante de l'Union des artistes au cours des 12 dernières années en faisant de Serge Turgeon la Personnalité de la semaine.

De ses débuts lointains dans le monde du théâtre et de la télévision, Serge Turgeon se souvient comme d'autres se rappellent leur école primaire. En fait, c'est à sept ans qu'il a commencé à suivre des cours, comme beaucoup de ses collègues devenus comédiens, en prenant des cours de diction chez madame Audet.

« C'étaient les débuts de la télévision et il arrivait souvent qu'on vienne nous chercher pour jouer des rôles d'enfants dans des télé-théâtres. » C'est ainsi que le jeune Serge a joué dans *Le Vent sur la falaise*, un texte de Jean Laforest. « Je n'ai aucune idée de ce qu'est devenu cet auteur... »

Plus tard, des élèves de Mme Audet, dont Serge, vont jouer dans *Le Survenant*, et au théâtre dans *Topaze*, où une pleine classe d'enfants de dix ans jouaient quelques scènes. Gilles Pelletier était *Topaze*. La pièce de Marcel Pagnol était présentée au Gesù par le Théâtre Club.

Un peu plus vieux, Serge Turgeon sera de la troupe de théâtre amateur des Apprentis Sorciers, dirigée par Jean-Guy Sabourin. « Nous donnions du Brecht et du Arrabal, mais j'avais alors 17 ans, et un engagement dans *Les Belles Histoires des Pays-d'en-haut*. J'étais déjà un professionnel... »

Un pro qui poursuit quand même ses études, termine son cours classique et se retrouve un jour avec une jeune comédienne de ses

amies, Micheline Lanctôt, à la porte de la chambre d'hôtel de Jean-Louis Barreault et de Madeleine Renaud. Le célèbre couple est venu donner *La Cerisaie*, de Tchekhov, à Montréal. « Jean-Louis Barreault nous a donné un conseil, un seul : faites du théâtre, mais n'abandonnez pas vos études pour ça. Le théâtre est trop prenant, vous ne pourrez plus jamais faire autre chose. »

« J'ai suivi son conseil, et j'ai été faire deux années de philo à l'Université de Montréal. Le temps d'apprendre ce que c'est que de faire une synthèse. » Un art qu'il pratique régulièrement. Il est commentateur de nouvelles tous les matins au réseau TVA.

L'Union des artistes et ses membres ont, au début des années 80, un problème vieux comme le monde : l'impôt. « Et les diverses interprétations des fonctionnaires », ajoute Serge Turgeon. Les artistes sont-ils des pigistes ? Des salariés ? « Nous avons décidé de faire clarifier les choses, et nous avons investi la vieille association professionnelle. » A débuté alors la bataille du statut de l'artiste, menée d'abord sur le terrain du gouvernement provincial. Serge Turgeon se souvient de l'accueil compréhensif de la ministre de l'époque, Lise Bacon. « Elle avait compris les enjeux... Ensuite le fédéral a suivi... quelques années plus tard. »


En 1987, la loi est votée, l'année du 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Uda. On est alors très loin du petit groupe de pionniers, la plupart des chanteurs lyriques, qui tentaient de faire rémunérer leurs prestations.

Serge Turgeon a eu six enfants, deux familles, avec un médecin, une productrice de télévision et une psychologue pour la première et trois jeunes de 10 ans, 7 ans et 5 ans. Son avenir ? Il a participé à la commission Bélanger-Campeau, s'est frotté à beaucoup de politiciens, et avoue avoir reçu des offres d'un peu tous les partis. « Je vais voir venir. Les politiciens ont bien des points communs avec les comédiens, surtout quand ils sont en campagne ! » L'expérience acquise à la tête de l'Uda pourra sans aucun doute lui être utile sur d'autres scènes. Souriant dans sa barbe, il cite Molière : « Les comédiens sont d'étranges animaux à conduire. » Douze années passées à la tête de l'Uda lui ont appris beaucoup sur l'art de la représentation, tant sur les scènes des théâtres que sur la scène politique.

Après 12 années de bons et loyaux services, plusieurs batailles gagnées, d'autres bien engagées et une relève maintenant assurée, il passe la main.

« Notre action et les résultats que nous avons obtenus à l'Uda vont être donnés en exemple aux artistes d'une cinquantaine de pays. Nous avons été les premiers au monde à obtenir des législations, d'abord au Québec, ensuite à Ottawa. »

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.

 **Hydro Québec**

 **BANQUE NATIONALE**  
il faut penser autrement

 **ALCAN**

# LA PERSONNALITÉ

*en personne*

René Homier-Roy reçoit chaque dimanche à 8 h 15 la personnalité La Presse de la semaine.

À personnage hors de l'ordinaire, émission pas ordinaire ! Un programme tout en plaisirs et en culture animé par René Homier-Roy. Une émission incontournable à tous les week-ends car... c'est bien meilleur le matin.

Réalisation : Louise Carrière

C'est bien meilleur le matin



 **Radio-Canada**  
CBF 690

SAMEDI de 7 h à 12 h  
DIMANCHE de 7 h à 9 h